

JUIN 2013

Pages 2-13

ACTUALITÉS DU MONDE

Événement

Mandela : la grande bataille

Amérique latine

Brésil : après les manifestations

Afrique

Mali : quelques repères
sur l'actualité

La guerre au Mali

M. Galy, B. Badie...

Europe

Allemagne : congrès de Die Linke

Suède : le révélateur d'Husby

Monde arabe

Iran : un « changement »
sous contrôle ?

Syrie : le G8 confirme Genève II

Le billet de Gérard Streiff

Le Mur pour tous

Pages 14+15

POUR UNE AUTRE EUROPE

Altersommet

Pages 16-17

FOCUS

4^e colloque de Dakar

Page 18

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

un secteur en construction

Pages 19-20

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 21-25

REGARD sur

Kurdistan / Turquie

POUR LA PAIX, POSER DES ACTES DE COOPÉRATION

C'est un message d'espoir, de paix et de solidarité internationale que Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du Parti de la gauche européenne (PGE) et sénateur, portera à l'occasion de sa première visite en Palestine et en Israël, du 27 juin au 2 juillet, à la tête d'une large délégation de notre parti*.

Cette visite de terrain – à Jérusalem, Ramallah, Naplouse, Nazareth, Bethléem, et dans plusieurs camps de réfugiés dont celui de Deishshe jumelés avec des villes françaises, à la rencontre des femmes et des hommes qui résistent au quotidien et pacifiquement contre la violence et les humiliations faites à tout un peuple, cette visite, donc, constitue les prémices au lancement en France de la campagne mondiale pour la libération du député palestinien Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens – une campagne de mobilisation populaire qui, par le poids de la solidarité internationale, pourrait bien rendre la paix incontournable. Cette campagne doit beaucoup aux milliers de militants qui agissent pour le respect des résolutions de l'ONU et l'édification, au côté d'Israël, d'un État palestinien souverain.

Quelque 6 mois après l'entrée de la Palestine à l'ONU appuyée par 138 voix dont celle de la France, cette dernière pourrait franchir un pas de plus en décidant enfin de reconnaître officiellement la Palestine. Un tel geste, assorti d'une nouvelle politique de coopération, serait la réponse appropriée aux manœuvres de B. Nétanyahou qui s'ingénie en permanence à décourager toute reprise du processus de paix en annonçant de nouvelles constructions (récemment 1 000 logements de plus dans deux colonies du nord de la Cisjordanie) et en posant pour condition *sine qua non* le rétablissement des pourparlers « sans condition »... pour pouvoir continuer la colonisation.

L'engagement de la communauté internationale est attendu, mais celle-ci n'est pas au rendez-vous, ou insuffisamment. Catherine Ashton, vice-présidente de la Commission européenne et Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a fait profil bas à son récent passage, évoquant un souhaitable « allègement » du blocus de Gaza. Et quant à l'émissaire américain, John Kerry, il a choisi de remettre un déplacement prévu de longue date pour rejoindre le G8 à Lough Erne (Irlande du Nord) où la situation syrienne occupait le centre des débats.

À l'inverse, une action déterminée de la France et, par son entremise, de l'Union européenne, trouverait de sérieux points d'appui. Ainsi, le ministère israélien des finances annonçait le 16 juin par voie de communiqué que les ministres des finances israélien et palestinien avaient décidé de « reprendre leur coopération économique » et établi à cette fin un calendrier de mise en œuvre. « Le but de cette prise de contact est de rétablir les réunions régulières sur des questions techniques comme les points de passage entre les territoires israélien et palestinien, la fourniture de carburant, d'électricité et d'eau aux Palestiniens et le financement des soins des Palestiniens dans les hôpitaux israéliens ». La paix s'écrit en actes de coopération.

* Délégation composée de Lydia Samarbakhsh, Patrick Le Hyaric, Mathilde Caroly, Fernand Tuil et Nordine Idir.

Lydia Samarbakhsh

responsable du département International du PCF



calendrier

- Délégation PCF en Palestine et Israël du 27 juin au 2 juillet
- Université d'été du PGE à Porto du 3 au 7 juillet
- Forum de São Paolo au Brésil (São Paolo) du 31 juillet au 5 août
- Estivales du Front de gauche à Saint Martin d'Hères les 25 et 26 août
- Université du PCF du 31 août au 1er septembre aux Karellis (<http://formation.pcf.fr/>)

la LRI est également diffusée par le Tract de la semaine et en ligne : international.pcf.fr

pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) contact : Claire Chastain - cchastain@pcf.fr

La montée des luttes populaires anti-apartheid en Afrique du Sud fut décisive dans les années 80. Le combat contre le système colonial et de discrimination raciale sud-africain a cependant marqué toute la seconde moitié du XX^e siècle.

On ne peut réduire le mouvement anti-apartheid à l'anti-racisme tellement sa portée fut globale. Cette lutte s'inscrit en effet dans les enjeux de la décolonisation, de la guerre froide, de la montée de l'exigence démocratique et du besoin d'une voie de développement nouvelle porteuse d'égalité, de justice et de progrès humain. Ce sont toutes les grandes questions du XX^e siècle qui se cristallisèrent ainsi, dans cette grande bataille, en particulier au moment des bouleversements en Europe de l'Est (dont les régimes ont soutenu l'ANC). C'est toute la donne internationale qui est alors en train de changer. Des aspirations populaires et un monde nouveau s'annonçaient.

Le PCF va s'engager intensément et au plus haut niveau au côté du peuple sud-africain parce qu'il mesure alors la dimension de l'enjeu, parce qu'il veut faire du refus de l'asservissement d'un peuple un moteur de conscience politique.

La nécessité de la destruction du système d'apartheid a mûri au cours des années. L'ONU elle-même, dès la décennie 60, y contribua en légitimant les sanctions. En 1973, son Assemblée générale reconnaissait explicitement la nécessité « d'éliminer et de réprimer l'apartheid ». À juste titre, les Nations unies liaient la libération pour le peuple d'Afrique du Sud à celle des autres peuples d'Afrique australe, notamment la Namibie.

Il faut souligner à quel point le système colonial sud-africain était à la fois obsolète et criminel. La violence faisait partie de sa nature : massacres de Sharpeville en mars 1960, de Soweto en juin 1976; assassinat de Dulcie September en 1988... Le régime s'appuyait sur un arsenal sévère de dispositions et de forces de répression qui n'épargnaient aucun opposant, y compris les blancs, métis ou indiens qui osaient la critique. Le système se présentait comme le rempart du monde libre face au danger communiste sur le conti-

MANDELA

la grande bataille



ment africain. C'est probablement ce mythe idéologique qui servit à justifier tant de livraisons d'armes occidentales, en particulier françaises, à un régime pourtant si contraire aux principes et aux buts de la Charte des Nations unies et aux valeurs humaines universelles.

Il est vrai que les intérêts en jeu étaient considérables. Les banques et les multinationales du monde capitaliste, notamment celles à base française, y défendaient leur implantation et leurs profits. Peu importait alors la défense d'intérêts capitalistes injustifiables dans un niveau d'exploitation intolérable... Jusqu'au moment où la lutte populaire et la solidarité internationale imposèrent les sanctions qui contribuèrent à de premiers reculs du régime, à la libération des prisonniers politiques puis à la chute du système lui-même.

Cette bataille ne fut pas si simple à conduire. Quelques années avant sa libération, qui connais-

sait Nelson Mandela en France ? Certes, lors du procès de Rivonia (1963-1964), qui envoya le chef de l'ANC et ses camarades au bagne, Marie-Claude Vaillant Couturier, pour le groupe communiste, intervenait à la tribune de l'Assemblée en faveur des inculpés. Mais en 1984, un sondage IFOP pour *l'Humanité-Dimanche* révélait que 68% des français n'avaient jamais entendu parler de Nelson Mandela. Seulement 20% le savaient victime d'atteinte aux libertés.

Il en a fallu des initiatives, des rassemblements énormes, des manifestations, des interventions, des affiches, des articles dans l'ensemble de la presse du PCF, dont *l'Humanité*, pour nourrir ce mouvement populaire et une très large solidarité qui finirent par l'emporter dans l'opinion publique et contre toutes les complications.

Lors de la Fête de l'Humanité de 1985, tandis qu'un grand concert est donné pour le peuple sud-africain, Roland Leroy et une délégation se rendent à Matignon pour exiger le boycott du régime d'apartheid. En 1988, Georges Marchais propose le Prix Nobel pour Nelson Mandela et le 31 janvier 1989 il se rend à Oslo pour présenter cette candidature pour laquelle 2500 personnalités françaises et étrangères avaient signé

Mandela : la grande bataille

avec le *Comité de défense des droits de l'Homme et des libertés* présidé par le secrétaire général du parti.

Un petit badge métallique est édité par le PCF, dont la vente permet d'alimenter l'aide financière à l'ANC. On se souvient aussi de la bataille pour la libération du jeune français Pierre-André Albertini, accusé d'avoir transporté des armes pour l'ANC. Mais le régime de Prétoria est en train de perdre ses soutiens. François Mitterrand refusa les lettres de créance du nouvel ambassadeur sud-africain en France en s'appuyant sur l'affaire Albertini. Déjà, en 1985, le gouvernement Fabius finit par décider d'arrêter les importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud et de suspendre tout investissement dans ce pays. L'ambassadeur de France sera rappelé. C'est le début de la fin grâce à une mobilisation populaire qui ne cessa de se renforcer et de s'élargir notamment avec la création de *Rencontre nationale contre l'apartheid* (RNCA), dirigée par Marcel Trigon et Jacqueline Derens, avec la mise en place du *Comité Nelson Mandela libre* qui rassembla 71 organisations politiques, syndicales, associatives, avec le soutien de mouvements chrétiens, d'artistes, de musiciens, d'écrivains, de personnalités connues comme Breyten Breytenbach qui s'y associa. Le PCF et le Mouvement de la Jeunesse communiste s'y engagèrent pleinement. La diversité de ce Comité fit sa force et sa représentativité au-delà des débats et des divergences d'approche sur le sens et la nature du combat à mener.

La libération de Nelson Mandela et des prisonniers politiques cristallisa l'ensemble de la lutte solidaire contre le système d'apartheid. La jeunesse et en par-

ticulier la jeunesse communiste, y puisa une formidable énergie au point où on parlera ensuite de la génération Mandela.

Lorsque celui-ci, le 11 février 1990, sort de prison, l'émotion est immense. L'événement est mondial. La chute définitive du régime d'apartheid se dessine. C'est une avancée décisive, à la fois politique, sociale, morale, profondément démocratique et porteuse d'un immense espoir d'égalité et de justice pour le peuple sud-africain, pour l'Afrique, pour toutes les forces d'émancipation humaine dans le monde.

Le 7 juin suivant, Nelson Mandela est à Paris. Il est reçu par les autorités françaises. Il est accueilli notamment au siège du Parti communiste français, accompagné de Thabo Mbeki et Solly Smith, représentant de l'ANC en France. L'arrivée de Mandela dans le hall du Comité central est un moment exceptionnel, une explosion d'émotion et de joie... dans un enthousiasme collectif inénarrable. Georges Marchais et Nelson Mandela s'étreignent longuement. Winnie Mandela tient Georges Marchais par la taille... Tout le monde sait, alors, que le combat n'est pas terminé. Loin de là. Mais quelle victoire !

Mandela restera comme le symbole d'une légitimité démocratique universelle qui continue à imposer le respect à tous, à rassembler le peuple sud-africain dans sa mémoire et dans l'espoir d'une Afrique du Sud capable, dans notre temps de crise, de répondre aux profondes attentes sociales et populaires... Mais ceci est une autre histoire.

Jacques Fath

article paru dans *CommunisteS* du 26 juin 2013

SUGGESTION

Dulcie September: une vie pour la liberté

Jacqueline Derens, AAPM – éditions du Non Lieu, Arcueil, 2013
(réalisé avec le soutien du Conseil général du Val-de-Marne)

Brésil après les manifestations

Le mouvement populaire qui vient d'avoir lieu a surpris dans un pays où des progrès importants ont été rendus possibles grâce à des politiques en faveur de l'emploi, des salaires et contre la pauvreté.



Plus d'un million de personnes, la plupart des jeunes, ont participé aux marches dans un grand nombre de villes.

Au départ, c'est le mouvement *Passe libre*, qui demande la gratuité des transports depuis 8 ans, qui a appelé la population à manifester contre une hausse du prix du transport. Très vite, les manifestants ont avancé des revendications qui concernent les passifs du processus de transformation en cours depuis dix ans.

Elles ont mis en évidence les grandes inégalités qui restent et, en particulier, les inégalités propres aux grands centres urbains, et l'urgence du développement des services publics.

Pour mieux comprendre la situation, il faut rappeler que la gauche (PT et PCdoB et leurs alliés) n'a jamais eu la majorité législative pendant les deux mandats de Lula da Silva et, malgré des progrès aux élections de 2010, elle ne représente qu'un tiers des parlementaires. Lula da Silva et Dilma Rousseff ont dû gouverner en alliance avec le Parti du mouvement démocratique brésilien et d'autres petites formations.

Ce fait politique et la pression des marchés financiers ont conditionné, et la composition des gouvernements, et la politique économique qui s'est centrée sur la stabilité monétaire et se donne comme objectif un excédent budgétaire d'au moins 3%.

Cette rigueur n'a pas empêché une action déterminée sur le plan social. Des millions d'emplois ont été créés, le salaire minimum a augmenté de 70% en 10 ans et 40 millions de personnes sont sorties de la pauvreté. L'État et les banques publiques ont joué un rôle essentiel en favorisant les activités productives.

Mais certains secteurs clés n'ont pas eu les moyens nécessaires pour leur refonte complète : la santé, l'éducation, la réforme agraire.

L'opposition, Parti social-démocrate et la droite ultra-libérale, ne cesse de réclamer une véritable politique d'austérité, la fin des dépenses publiques et des politiques de défense de la production nationale. Elle a cru voir dans ces manifestations l'opportunité d'affaiblir la candidature de Dilma Rousseff pour l'élection prési-

dentielle de 2014. Mais elle s'est trouvée devant l'évidence de la nature progressiste des demandes des manifestants et le rejet de toute instrumentalisation.

Ces demandes sont celles d'une jeunesse urbaine qui reste confrontée à des obstacles qui font partie des passifs du processus de transformation en cours. Elle demande une amélioration substantielle de la qualité de vie dans les grandes villes du pays et critique le système politique avec sa corruption et les limites des politiques publiques.

Le Brésil, l'un des pays avec le taux d'urbanisation des plus élevés au monde, est marqué à vif par un développement capitaliste, avec sa spéculation immobilière qui laisse des milliers de personnes sans toit et avec son système de transport cher et de mauvaise qualité qui reste entre les mains d'un secteur privé avide de profits.

Au vu des difficultés, le coût des infrastructures en construction pour le Mondial de football de 2014 et pour les Jeux olympiques de 2016 – 15 milliards de dollars pour 12 stades, 21 aéroports, 5 ports – apparaît comme quelque chose de choquant pour une population qui a du mal à accepter l'absence de consultations de la population, le manque de transparence et la corruption qui accompagnent ces grands travaux, sans parler des expulsions abusives dans certains quartiers.

Après des hésitations de la part des maires, des gouverneurs des États et une attitude trop timide de la part des partis de la majorité, un appel a été lancé par l'aile gauche gouvernementale, par le Mouvement des sans terre, les syndicats, en faveur du mouvement et pour condamner la répression disproportionnée dans certaines villes.

Dilma Rousseff a su comprendre l'importance et la portée politique de ce mouvement. D'abord elle a salué « la force de la voix de la rue » en lui donnant une légitimité. Après une négociation avec les maires et gouverneurs, les hausses des tarifs des transports ont été annulées. Mais elle n'en est pas restée là. Lors de son discours du 21 juin, elle a déclaré : « Si nous profitons de l'impulsion de cette énergie politique, nous pourrions faire, mieux et plus rapidement, beaucoup de choses que le Brésil n'a pas réussi à faire à cause des limitations politiques et économiques ».

Concrètement, un pacte pour l'amélioration des services publics devra être défini, notamment avec un plan national pour la mobilité urbaine qui privilégie le transport collectif. Elle a annoncé une mesure qu'elle avait du mal à imposer avant le début du mouvement citoyen : l'utilisation de 100% des revenus du pétrole pour le financement de l'éducation. Troisièmement, des médecins venant d'autres pays se joindront aux 6 000

Brésil

médecins cubains récemment arrivés, ce qui permettra de remplir les places laissées vacantes dans le secteur public par des médecins brésiliens qui préfèrent travailler dans le secteur marchand.

Le mouvement *Passe libre* a annoncé l'arrêt des manifestations, sans renoncer à son objectif de gratuité des transports, et des manifestations ont encore eu lieu, surtout pour protester contre l'organisation du Mondial de football et des Jeux olympiques. On a pu constater que des mots d'ordre étaient avancés par des manifestants qui se présentaient comme « anti-partis », mais qui reprenaient des propos de la droite. Après avoir rencontré des représentants du mouvement *Passe libre*, Dilma Rousseff a encore repris l'initiative en annonçant devant les gouverneurs des États la tenue d'un référendum populaire qui permettra des changements à la Constitution pour une réforme politique de grand ampleur et profonde qui permette une plus grande participation populaire. Il s'agirait aussi d'adopter une loi de combat contre la corruption qui serait considérée comme un « crime abject ».

Elle a annoncé d'autres mesures : l'accélération des investissements dans la santé, l'implantation de médecins dans les zones où ils en manquent le plus, l'investissement de 17 milliards d'euros dans le domaine de la mobilité urbaine.

Ce mouvement peut être un point d'appui qui permette un approfondissement des changements. Le gouvernement semble l'avoir compris ainsi. Les partis de la gauche brésilienne, les syndicats et mouvements sociaux se sont déjà lancés dans une réflexion sur les leçons à tirer de ce fort mouvement populaire, inattendu et spontané qui laissera des traces pour longtemps. L'enjeu est aussi celui des échéances électorales à venir. Est-ce la droite qui va tirer tout le profit d'un mouvement qui serait tenté de rester éloigné de la gauche politique ? Des candidatures « indépendantes » des partis politiques vont-elles indirectement favoriser un affaiblissement de la gauche ?

Beaucoup dépendra de la promptitude et de la profondeur réelles des changements annoncés et du degré de participation populaire dans la suite.

Obey Ament
Amérique latine

le billet de Gérard Streiff

le Mur pour tous

On sait, ou on ne sait pas, que le Mur des Lamentations, dans la vieille ville de Jérusalem, est globalement interdit aux femmes, limitées à une portion congrue du-dit mur, tenues en marge donc et interdites de signes religieux ostentatoires.

Une décision de la Cour suprême israélienne en 2003 affirme que l'accès au mur doit être garanti pour tous mais que « les femmes du mur » doivent « minimiser la gêne occasionnée aux autres fidèles ». La cour a ainsi interdit aux femmes de lire la torah à haute voix, de porter un châle de prière et de réciter le kaddish, la prière des morts ; elle peuvent à la limite porter une kippa et réciter les psaumes mais dans leur petit coin.

Basta, ont dit des féministes locales, venues manifester revêtues du fameux châle et des phylactères réservés aux hommes (qu'un orthodoxe, outré, a aussitôt voulu incendier). Les dames ont été arrêtées mais le combat continue. Le mot d'ordre, quoique modérément laïc, est beau : le Mur pour Tous !

ERRATUM

Le texte de l'article intitulé « Honduras : LIBRE aux prochaines élections », publié dans la LRI du mois de mai 2013, signé par les Relations internationales de LIBRE, provenait d'un texte préalablement publié par *Alerte Honduras*, sous la forme d'un tract que l'on peut consulter à partir du lien : <https://www.facebook.com/AlerteHonduras>

Alerte Honduras n'a pas été consultée et n'a donc pas pu donner son accord aux auteurs du-dit article, pour que son texte soit réutilisé.

Dans un numéro prochain de la LRI, *Alerte Honduras* sera invitée à s'exprimer sur la situation au Honduras.

Mali

quelques repères sur l'actualité

Donc, à Ouagadougou, un accord préliminaire a été signé le mardi 18 juin. Il prélude à la mise en œuvre, dans les soixante jours qui suivront l'entrée en fonction du gouvernement issu des élections annoncées, du processus de réconciliation, sous la responsabilité d'un comité de suivi, placé sous l'égide de l'ONU, et chargé de déboucher sur un accord « définitif ».



Rappelons les données du contexte.

Un gouvernement malien dit de transition, invité fermement par la France à signer cet accord, pour ouvrir l'étape suivante, celle de l'élection présidentielle qui initiera la mise en place d'un gouvernement légitime chargé de mener la suite du processus.

En face, les représentants de groupes armés, mis de fait sur un pied d'égalité dans la négociation avec Bamako, et dans le cadre du comité de suivi qui sera chargée de mettre en œuvre les conclusions de cet accord. Au premier rang de ces groupes, le MNLA, considéré par une grande majorité de Maliens comme le responsable de la crise.

Un président français qui, en affirmant « je serai intraitable » (à propos de la tenue de l'élection présidentielle de juillet), a été accusé de retrouver là un discours et un vocabulaire « colonial » qui a profondément irrité l'opinion publique au Mali.

Une ville, Kidal, toujours contrôlée par le MNLA, qui semble « protégé » par l'armée française, laquelle interdit l'accès de la ville à l'armée malienne. Cette situation est considérée comme insupportable par beaucoup de Maliens, et cela s'est traduit par un retournement de l'opinion, maintenant hostile à ce qu'elle considère comme les arrières pensées de la présence française, dès lors non dénuées d'enjeux qui dépassent la seule crise militaire.

Une sous-région sahélienne profondément déstabilisée, bien au delà du seul nord malien, de l'Algérie au Niger (où les États-Unis s'implantent avec l'AFRICOM).

Une élection « présidentielle » programmée pour le 28 juillet, mais qui laisse perplexe les observateurs quant à la possibilité de la mettre en œuvre dans des conditions acceptables, et dont on peut même craindre des effets aggravant la situation.

Tiébilé Dramé, le négociateur de Bamako, et par ailleurs candidat à l'élection présidentielle, défend ce texte et déclare que c'est « un accord équilibré, qu'il faut appliquer pleinement ». On peut apprécier positivement que l'article 25 affirme « la préservation de l'intégrité du territoire, l'unité nationale, la forme laïque et républicaine de l'État ».

Mais bien des ambiguïtés demeurent, telles les suites à donner ou non aux mandats d'arrêt internationaux lancés par les autorités de Bamako, ou encore sur la réalité du retour de l'armée malienne à Kidal. De nombreuses voix s'élèvent au Mali pour considérer qu'il s'agit là d'un jeu de dupe, d'un poker menteur dans la mesure où on ne peut être sûr que les protagonistes respecteront cet accord. Beaucoup considèrent que cet accord donne « un gage d'impunité aux terroristes ». Et, par ailleurs, on parle aussi de militants du MNLA qui désavouent leurs chefs et qui mineraient les routes d'accès à Kidal pour empêcher toute avancée de l'armée malienne vers la ville.

Aujourd'hui donc, si Bamako veut considérer cet accord comme « un espoir de paix », il reste que ce compromis est bien fragile et s'inscrit dans un contexte de déstabilisation régionale où rien n'est réglé.

Enfin, si l'on considère que la crise malienne est aussi et surtout l'échec des politiques de coopération menées depuis des décennies, et dominées par les logiques néolibérales faites de plans d'ajustements structurels imposés par le FMI, la Banque mondiale et l'UE, logiques qui ont démantelé l'ensemble des services publics et qui ont « fabriqué » la faillite morale et politique de l'État malien, force est de constater que sans changement radical de ces politiques de coopération, les mêmes causes produiront les mêmes effets dévastateurs. C'est le sens du courrier envoyé le 27 mai à Pascal Canfin, ministre du Développement, par Michèle Demessine, sénatrice communiste du Nord*.

Jean-Claude Cuvelier.
membre du Collectif PCF/Afrique

* <http://www.michelledemessine.fr/dossiers/dossier-defense-et-politique/article/panser-les-plaies-maliennes-en>

La guerre au Mali

C'est le titre d'un livre avec en sous-titre *Comprendre la crise au Sahel et au Sahara, enjeux et zones d'ombre*. Le décor est déjà planté avec la suggestion de réfléchir à la situation que connaît aujourd'hui le Mali dans un espace géopolitique et humain plus vaste. C'est un livre écrit à 9 mains sous la responsabilité de **Michel Galy**, professeur de géopolitique à l'École internationale et des relations internationales et chercheur au Centre d'études sur les conflits. Chacune et chacun des intervenants va chercher à porter sa réflexion sur la **complexité** du sujet.

Bertrand Badie, professeur à Sciences politiques, pose dans sa préface, justement, la question de la complexité, il dit, je cite : « À séparer les problèmes, on crée l'illusion de solutions faciles ». Il va mettre l'accent sur la gravité de la situation sociale au Mali en en faisant la cause essentielle du conflit que l'on connaît. Il écrit : « laissée pour compte depuis des décennies, cette région réunit toutes les composantes de la souffrance sociale : insécurité alimentaire et sanitaire, sous emploi, défaut d'infrastructures, poussée démographique projetant dans l'inconnu une population jeune et désœuvrée ».

Plus loin, il va poser la question dite des minorités, notamment Touaregs, que l'on trouvera traitée dans un chapitre particulièrement important : « frustrations et humiliations », dira-t-il, deviennent l'ordinaire et un terreau fertile pour ce qu'il nomme à plusieurs reprises « les entrepreneurs de violences ». Ils entretiennent une société guerrière. Ils prospèrent d'autant plus qu'on leur impose aussi une solution guerrière, mais en définitive sur le dos d'une population civile, n'est-ce pas le but recherché ?

Michel Galy, qui a coordonné cet ouvrage, lequel, au passage, est déjà un travail collectif, souligne tout l'intérêt de la lecture de ce livre, et va chercher à caractériser, comme il le dit, une intervention bien française, car il s'agit bien de l'ancienne présence coloniale qui apporte encore une fois la preuve que la colonialisation n'a rien apporté de durable aux Maliens et aux Maliennes, comme à tout peuple colonisé.

Plus de 50 ans après, il n'y a quasiment plus d'État malien. Souffrance, misère, absence de souveraineté, absence de démocratie, absence de développement, on continue à parler de nos intérêts. Le dire comme cela, c'est bien continuer la France-Afrique. Il n'y a en fait là aussi rien de changé.

Michel Galy parle de la question des frontières, issue de la conférence de Berlin en 1885 qui traverse non seulement des peuples désormais désunis, mais établissent une hiérarchie interne entre les ethnies, au sein



même des États. Si les Touaregs, à l'instar par exemple des Kurdes, sont bien un de ces peuples sans État en quête d'un foyer national, leur marginalisation depuis les indépendances tient autant à leur positionnement périphérique qu'à leur identité culturelle.

Les autorités politiques françaises ont multiplié les erreurs à l'égard de la situation malienne, mais sont-ce vraiment des erreurs ? On est en droit de se poser la question. Par exemple, moins fermer les yeux sur les élections truquées et la corruption généralisée, y compris dans l'usage des fonds et des aides publiques devant aider les populations du sud, comme celles du nord du Mali.

Dans son introduction, **Michel Galy** va montrer que la société civile malienne n'est pas passive, à l'instar d'Omar Mariqo, président du parti Saadi et la sociologue alter-mondialiste Aminata Traoré, qui cherchent à imaginer un autre Mali à partir de ses atouts : sa jeunesse, son savoir, sa richesse du sol et du sous-sol, dans des coopérations régionales mutuellement avantageuses.

En poursuivant la lecture, **Grégory Giraud** va nous aider à prendre du recul quand il titre sa contribution en parlant des « 50 ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne ».

La guerre au Mali

Dans cette partie de l'ouvrage, en décrivant cette zone englobant la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le sud-Soudan – au Mali, la zone sahelosaharienne regroupe le nord du pays, jusqu'au bec de cygne au Burkina-Faso – on voit que les enjeux sur cette région sont considérables.

Les grandes firmes multinationales font tout afin de pouvoir extraire, exploiter à leur grand profit, avec très peu de retour pour chacun des pays, et souvent cela passe par la corruption des chefs d'États concernés et d'immenses problèmes écologiques. À cela s'ajoutent les sécheresses régulières et dramatiques pour des milliers de personnes. L'immigration entre pays est importante, et les trafics de toutes sortes particulièrement bien organisés.

L'auteur va démontrer combien les différents services secrets et notamment algérien, ne sont pas, dans leur comportement, étrangers à la situation que l'on connaît aujourd'hui. De fortes interconnexions entre les religieux, les trafiquants, États, services secrets, sont profondément entremêlées pour empêcher la paix comme vecteur incontournable pour un développement économique harmonieux.

Cette partie du livre est une des plus longues car, comme le souligne l'auteur, les enjeux de la guerre au Mali, engagés par la France en 2013, sont loin de se réduire à une ligne officielle affichée de la lutte contre le terrorisme. Il est impossible pour le comprendre de faire l'impasse sur des racines plus anciennes.

Le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel apparaît dans la contribution de **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement. Son propos commence par une information que nous partageons et que nous avons souvent relevé dans notre réflexion, dans ce que nous appelons de nouvelles relations internationales pour un monde nouveau.

L'auteur dit, je cite : « *L'intervention entamée par la France au Mali en janvier 2013 est symptomatique de la progressive remilitarisation des formes de l'échange entre les puissances occidentales et les pays du sud* ». Il parle de ce processus qui, dit-il, marque une rupture avec le relatif équilibre mondial qui avait prévalu dans le demi-siècle précédent. Il nous montre comment le mot terrorisme va devenir la toile de fond idéologique à toute justification d'intervention militaire.

Au nom de tout cela, on va tenter de justifier, pour l'opinion, toutes les ingérences, et il y en aura de très nombreuses. Cela a d'ailleurs favorisé et permis l'existence de la notion de « *responsabilité de protéger* », les grands devant protéger les petits. Notons qu'en réalisant un examen critique de cette notion, nous sommes

loin des raisons invoquées. Il s'agit donc bien aujourd'hui d'écrire, dans le droit international de nouveaux concepts.

Pour ce qui me concerne, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen constitue toujours le socle de toute question. L'auteur soulignera que, dans ce nouveau « grand jeu » comme il le dit, trois grands développements d'ailleurs très enchevêtrés sont à l'œuvre.

Michel Galy reviendra dans cet ouvrage sur la question : pourquoi la France est-elle intervenue ? Il n'y va pas par quatre chemins, il parle dans une partie fortement argumentée d'une « *nouvelle tentative de mise sous tutelle du Mali* ». Il écrit qu'« *il s'agit bien pour la France de conserver une aire d'influence en Afrique (nouvelle base militaire au Mali) quitte à mettre sous tutelle les États* » en mettant en place des pouvoirs dont la légitimité peut être largement contestée. Quelle sera l'évolution après l'élection du nouveau président de la république malienne ? Cette élection précipitée et sous occupation pourra-t-elle être considérée par les Maliens et les Maliennes comme vraiment la leur, comme étant parfaitement légitime ? L'avenir va nous le dire, mais je ne crois pas que les Maliens et les Maliennes acceptent cette situation.

Jean-Louis Sagot-Duvaurox va traiter dans ce livre quelques traits sur le Mali en crise. L'auteur va nous faire découvrir un mot qui selon lui évoque toute une série d'événements survenus pendant la période du précédent président malien, comme par exemple le Boeing vénézuélien bourré de drogue qui va atterrir près de Gao. La cargaison sera déchargée et l'avion détruit. Il souligne d'ailleurs que l'opération est trop spectaculaire pour ne pas avoir bénéficié de compllicités officielles. Le mot en question, très difficile à prononcer, est le **Yuruguyurugu**, qui signifie magouilles, trafic, arrangements douteux.

Dans un des pays les plus pauvres au monde, et qui pourtant avant la crise approchait une croissance de 6 % – mais pour qui ? –, la grande pauvreté conduit 1 500 000 personnes à souffrir de malnutrition, soit 10 % de la population totale, et surtout, poursuit l'auteur, le **Yuruguyurugu** est source d'injustices, de blocages, de trafics de toutes sortes qui abîment et salissent tout.

Il évoquera aussi la place de la religion dans ces quelques traits du Mali, en particulier la tradition millénaire du Soufisme qui serait, d'après le principal prêcheur de celle-ci, compatible avec la laïcité, contrairement aux autres religions qu'on tenterait d'imposer aux Maliens.

Il pose la question : « *Comment va recommencer à vivre ensemble une société où s'imbriquent des éleveurs nomades dont le savoir faire irremplaçable valorise une des*



La guerre au Mali

zones les plus arides de la planète et des sédentaires urbains ou ruraux sans lesquels la vie pastorale manquerait de tout ? ». Il poursuit, après avoir tenté d'y répondre, « l'histoire présente montre que ces chemins anciens ne suffisent plus. Ils indiquent cependant une voie plus féconde que l'idée d'un État par ethnie. Reste à en inventer les formes nouvelles ».

L'auteur continue sous un sous-titre intitulé *Et l'impérialisme dans tout ça ?* On va dire que la France détient 25 % de la dette malienne et assure 10 % des rentrées budgétaires du Mali sur un budget total d'un peu plus de 2 milliards d'euros. L'équivalent de ce que gère chaque année le Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Mais en fait la France est, sur le plan économique et des échanges, faiblement présente. Le Mali n'est que le 84ème client et 160ème fournisseur de la France, par contre sont particulièrement bien implantées les entreprises sud-africaines, canadiennes, australiennes, et sans doute aujourd'hui – et aussi peut-être pour cela – les exigences de la France seront particulièrement fortes, notamment dans des domaines hautement stratégiques.

Une partie du livre est consacrée à l'histoire de l'armée malienne par **Éros Sana** : *Armée entre instabilité, inégalités sociales et luttes de places*. L'auteur montre que la reconstruction de celle-ci à l'image de la nation malienne est un enjeu considérable, sous peine de voir durablement s'installer la présence de milliers d'autres soldats qui ne pourraient entraîner à terme que de nouvelles tensions.

Dans les dernières contributions de ce livre, qu'il faut absolument lire et que j'ai ici cherché à résumer, et qui mérite sans doute d'avoir une très belle place à la Fête de l'Humanité, à travers des discussions avec l'un ou l'autre de ses auteurs, la question des Touaregs occupe une place importante sous la plume d'Hélène Claudot-Hawad, anthropologue et directrice de recherche au CNRS. Mon ignorance sur cette question a beaucoup reculé. On va découvrir que cette question a plus de 130 ans et elle traduit d'abord un problème français né de la résistance que les combattants touaregs opposèrent à la fin du XIXème siècle à la pénétration coloniale du Sahara. Nous pouvons y lire les différentes périodes historiques de la vie des Touaregs et au moment des indépendances dans les années 1950-60, ils relèveront de cinq États différents et cette question ne peut pas être réduite à des notions simples.

Les cinq États : Libye, Algérie, Niger, Mali, Burkina-Faso doivent se poser les bonnes questions. L'auteur souligne avec force la question de la dignité de ces populations, mais aussi bien évidemment la reconnaissance de leur droit dans leur existence, comme dans leur

droit à pouvoir bénéficier au plan social, économique, culturel et politique, de la richesse du sol et du sous-sol de leur région.

Si l'on veut faire de la question touareg une question de terrorisme, nous ne parviendrons jamais à trouver la bonne réponse. La France peut sans doute par ses intelligences, sa culture, aider à apporter des réponses, peut-être pas à retrouver « le pays », à « rendre le pays » comme ils le disent souvent, mais peut-être enrichir par leur histoire les pays dans lesquels ils vivent aujourd'hui, à partir du moment où ils ne seront pas rejetés à vivre dans les périphéries de chacun de ces pays.

Question complexe, question importante, et je cite la partie la plus importante à mes yeux de cet ouvrage, ce que dit l'auteur : « *Derrière la poudrière saharienne et ses imbroglios inouïs, se profile l'échec cuisant des États postcoloniaux dits indépendants, et de leurs élites, modelés spécialement pour préserver les intérêts des puissances internationales anciennes et montantes, au détriment complet de leurs peuples, souffrants, réprimés, brisés, manipulés, interdits de voix, d'espoir, de futur et dont le désir de vie se transforme peu à peu en désir de mort, pour des soulèvements à venir de plus en plus désespérés* ».

Les deux dernières parties, que je n'ai pas la place de traiter très longuement, vont être mises en lumière dans le « trouble jeu » de l'État algérien, développé par **François Gèze**, notamment par le Département du renseignement et de la sécurité algérien. On y lira combien les différents acteurs souvent cités à la télévision, preneurs d'otages, incendiaires, sont très souvent des hommes issus ou manipulés par les services secrets algériens. Comprendre ce qui se passe au Mali, c'est aussi chercher à savoir et comprendre ce qui se passe ou va se passer en Algérie.

Le président d'Action contre la faim **Benoît Miribel** termine cet ouvrage en nous alertant sur la situation d'ores et déjà dramatique de milliers d'enfants souffrant de malnutrition et nous pouvons raisonnablement nous poser la question de l'usage des sommes collectées à la conférence dite de Bruxelles. Demandons à ce qu'une large part de ces sommes aillent aux 170 collectivités territoriales françaises qui conduisent déjà des actions partenariales au Mali.

Voilà, en cherchant à résumer ce livre de travail, j'espère avoir donné envie à chacune et à chacun des lecteurs de la LRI de l'acheter et de le lire comme un outil de formation et, qu'à sa lecture, chacun d'entre nous découvrira que la question est complexe et, comme l'a souligné Sylvie Jan, responsable du secteur Afrique, dans un récent article : qu'« il faut faire attention aux évidences ».

Allemagne congrès de Die Linke, Dresde 14-16 juin 2013

Lors de la 2^{ème} session du 3^{ème} congrès de Die Linke qui vient de se tenir à Dresde (la 1^{ère} session consacrée au renouvellement de la direction avait eu lieu il y a un an à Göttingen), les 500 délégués ont adopté à la quasi-unanimité (5 voix contre, quelques abstentions) le programme électoral du parti en vue des élections au Bundestag du 22 septembre 2013.

Intitulé *100% social*, ce programme offre une alternative à la politique d'austérité constamment pratiquée en Allemagne au gré des différentes coalitions qui se sont succédé, réunissant sociaux-démocrates et verts (Schröder), conservateurs et sociaux-démocrates (Merkel 1) ou conservateurs et libéraux (Merkel 2). L'axe central du programme est la justice sociale. Die Linke y décline ses principales propositions de redistribution des richesses, d'abord par l'impôt (tranche supérieure à 53%, impôt sur la fortune au-delà d'un million €), par l'augmentation des salaires, l'augmentation et la sécurisation des retraites (pension minimum de solidarité de 1050 euros), la suppression de Hartz IV qui a entraîné une baisse drastique de l'indemnité chômage, l'instauration du salaire minimum au taux horaire de 10 € immédiatement et de 12 € en 2017, une réforme solidaire du système de santé. La question du salaire minimum illustre le rôle que joue Die Linke dans la politique allemande et démontre son utilité sociale : elle a longtemps été seule à porter cette proposition qui est reprise aujourd'hui non seulement par le SPD, mais aussi tout récemment par Angela Merkel elle-même.

Le Congrès a trouvé peu d'écho dans les grands médias, contrairement à ce qui s'était passé il y a un an à Göttingen où deux grandes figures du parti, Oskar Lafontaine et Gregor Gysi, s'étaient affrontés sur la question de l'unité du parti. Entre temps, les deux nouveaux co-présidents, Katia Kipping et Bernd Riexinger,



ont œuvré à restaurer un climat de confiance et de travail collectif, efforts dont ils ont pu récolter les fruits à Dresde où Die Linke a fait une démonstration d'unité – un fait totalement dénué d'intérêt pour les médias à l'affût de luttes fratricides. Pourtant, ils avaient espéré que le débat sur la sortie de l'euro allait diviser les militants : en effet, Oskar Lafontaine avait évoqué il y a quelques semaines l'idée de revenir à l'ancien système monétaire européen avec des monnaies nationales. Personne n'a défendu cette position à la tribune du congrès ; tout en réclamant une réorientation radicale de la construction européenne, Die Linke ne plaide pas pour une sortie de l'euro.

Forte de cette unité, Die Linke a lancé de manière offensive sa campagne électorale. Bernd Riexinger a mis le SPD au défi de remettre en cause l'*Agenda 2010*, cet ensemble de mesures antisociales mis en œuvre par le chancelier Schröder et perpétué par Angela Merkel. Katia Kipping a exhorté les Verts à revenir à leurs positions pacifistes d'origine en se prononçant avec Die Linke contre les interventions de la Bundeswehr dans les conflits extérieurs et contre les ventes d'armes. Gregor Gysi, le leader de Die Linke au Bundestag, a détaillé les conditions d'une véritable alternative à la politique austéritaire afin de répondre aux aspirations majoritaires de la population qui n'accepte plus les bas salaires, les emplois précaires et les retraites insuffisantes pour vivre décemment. Die Linke ne désespère pas de transformer une majorité dans la société en une majorité au parlement, mais pour cela il est nécessaire que SPD et Verts rompent clairement avec les politiques néolibérales qui ont inspiré leur action. D'ici là, il est nécessaire que Die Linke conforte et développe son influence pour déplacer vers la gauche l'axe de la politique allemande.

Le Congrès a voulu mettre le parti en état d'aborder dans les meilleures conditions la phase électorale qui s'ouvre.

Gregor Gysi a formulé l'objectif d'un résultat à 2 chiffres (en 2009 : 11,9 %) alors que les sondages actuels indiquent une fourchette entre 6 et 9 %. La tâche reste donc considérable pour Die Linke appelée à redoubler d'efforts pour convaincre dans les trois mois à venir, une période décisive pour l'avenir des idées progressistes en Allemagne et en Europe.

Alain Rouy

Suède le révélateur d'Husby

Les émeutes urbaines qui ont éclaté en mai dernier à Husby dans un quartier de la périphérie de Stockholm, à la suite de la mort d'un homme d'origine étrangère abattu chez lui par la police, témoignent d'abord de l'ampleur du malaise croissant au sein de la société suédoise qui touche d'abord les quartiers pauvres des banlieues où vivent la majorité des suédois d'origine étrangère : provocations policières, réaction d'exaspération d'une jeunesse marginalisée, violence raciste attisée par l'extrême droite.



Ces événements révèlent, à leur manière, la crise profonde du modèle suédois d'État-providence très largement déstructuré par les politiques néolibérales mises en œuvre depuis le début du tournant libéral des années 1990 et accentuées par la droite arrivée au pouvoir en 2006. Le désengagement de l'État de secteurs-clé comme la protection sociale et l'éducation, le démantèlement des services publics locaux, la précarisation de l'emploi ont accentué les inégalités dans un pays où le taux de pauvreté est passé – selon l'OCDE – de 4% en 1995 à 9% en 2010. À Husby, ces dernières années, la population, à 80% d'origine étrangère, a subi les coupes drastiques appliquées aux prestations sociales, les augmentations de loyers, la fermeture de plusieurs écoles. Le chômage et notamment celui des jeunes, atteint des proportions alarmantes : un jeune sur cinq n'a pas de travail. Husby a également été le théâtre de mobilisations, contre ces coupes sociales et les privatisations à l'initiative de mouvements – issus de l'immigration – qui tentent d'organiser les populations de ces quartiers défavorisés pour la défense de leurs droits.

Dans ce contexte, à un peu plus d'un an des élections, la situation politique du pays a changé. La droite est en difficulté, affaiblie par les conséquences de sa politique qui a élargi la fracture sociale et sociétale. La gauche suédoise, en tête des sondages, se mobilise contre cette politique qui exige, comme le souhaite le Parti de gauche, de vraies réformes pour l'emploi et pour lutter contre les inégalités croissantes de revenus et les discriminations qui minent en profondeur la société. Il y a urgence car, dans le même temps, l'extrême droite (les Démocrates suédois !) progresse. Entrée pour la

première fois au Parlement en 2010 avec 5,7% des voix, elle prend aujourd'hui appui sur l'aggravation de la crise, pour structurer un discours contre l'insécurité sociale, de plus en plus ouvertement raciste, faisant de l'immigration le bouc émissaire de tous les maux d'une société de plus en plus déstructurée par la crise. Elle a tenté d'exploiter les événements de Husby en ce sens, mettant en cause les pouvoirs en place pour leur « laxisme » en matière d'immigration. Jonas Sjostedt, le responsable du Parti de gauche, a interpellé le leader de la droite extrême en ces termes : « *Vous voulez combattre les immigrés. Je veux combattre la politique de classe [...] Ce n'est pas un problème ethnique, un problème d'immigration. Il s'agit de créer une société plus juste et égalitaire en laquelle nous pourrions croire... vous êtes pitoyable en ne parlant pas des groupes d'extrême droite qui ont traqué les immigrants après la première nuit d'émeute* » (cité dans Radio sweden « le Parlement débat sur les émeutes de Stockholm »).

Tout cela dépasse le caractère conjoncturel de ces événements d'Husby et souligne, d'autant plus, l'urgence pour la gauche progressiste suédoise de susciter des mobilisations citoyennes solidaires pour tenter d'inverser durablement le cours des politiques néolibérales et mettre en œuvre une politique de progrès aux contenus réellement transformateurs, contre l'extrême droite et les risques de dérives autoritaires et sécuritaires qui alimentent les peurs, les exclusions et les dérives populistes de toutes sortes et en prenant en compte la dimension européenne de ce combat, tant les politiques d'austérité et de régression sur le plan social et sur celui des droits humains fondamentaux – en particulier celui des migrants – sont inscrites dans les politiques actuelles de l'Union européenne.*

José Cordon
Europe

* Dans une lettre adressée à Herman Van Rompuy, avant la réunion du Conseil européen le 27 juin, les premiers ministres suédois, F. Reinfeldt, finlandais, Jyrki Katainen, et danois, Helle Thorning-Schmidt, vantent les vertus d'un « modèle nordique » basé sur la compétitivité, le « libre échange » dans un marché unique achevé... pour répondre aux problèmes du chômage des jeunes en Europe.

Iran

un « changement » sous contrôle ?

De quoi est faite l'élection d'Hassan Rohani qui n'a pas manqué de susciter surprises et commentaires ?



Pourquoi le guide suprême a-t-il autorisé un candidat dit « religieux modéré » à se présenter après avoir éliminé de la course à la présidentielle des concurrents dits « réformateurs » ?

Il s'agit, pour tenter de comprendre les raisons de ce choix, qui a rencontré l'assentiment d'une partie importante de la population iranienne, de revenir à la fois sur le temps écoulé depuis la dernière élection présidentielle et le contexte international et régional dans lesquels l'Iran est un des acteurs les plus engagés.

D'abord, le souvenir du « coup d'État électoral » qui a permis l'élection d'Amadinejadh en 2009 n'est pas oublié. Si la répression contre les partisans de Moussavi et de Karoubi, leader du mouvement Vert, aujourd'hui en résidence surveillée, n'a jamais cessé, le régime ne pouvait prendre le risque d'une seconde crise qui aurait pu ébranler les bases du régime, dans un contexte social et économique dégradé et d'un environnement international à haute tension.

Fallait-il encore trouver l'homme de la situation, qui puisse à la fois reprendre à son compte les frustrations de 2009, l'urgence des revendications sociales, l'aspiration à desserrer l'étau de la répression, à se dégager de l'isolement international, en un mot à rejeter « l'extrémisme », et qui soit en même temps une garantie pour la continuité du régime, au prix de quelques inflexions.

Cet homme, c'est donc Hassan Rohani, élu dès le premier tour, face à des adversaires fidèles du régime, mais dont la rigidité n'offrait aucune possibilité de faire bouger les lignes. Une fois adoubé par le guide suprême, qu'il connaît de près, Rohani n'avait plus qu'à surfer sur le désir de changement, en attaquant ses adversaires, incarnation parfaite de ce dont ne voulait plus une majorité d'Iraniens. Un homme habile, donc, pour un changement sans risque pour le régime.

Le peuple iranien a bien compris l'intérêt de saisir cette opportunité qu'il avait lui-même créé en 2009 au prix de ses luttes et de ses victimes. Il est à noter que l'Iran n'échappe pas, comme d'autres peuples de la région, au désir de libération, de faire reculer l'oppression et d'améliorer son sort. L'explosion de joie qui a suivi l'élection d'Hassan Rohani en dit long sur le poids, de plus en plus insupportable qui pèse sur les épaules des Iraniens. Car, depuis 2009, tout a empiré.

Le bilan de la présidence d'Ahmedinejadh est catastrophique au plan économique et social.

Un chômage à 25 % de la population, une inflation à 30 %, des revenus pétroliers divisés par 2 depuis 2012, la chute de la monnaie, une production automobile en berne... Pour la première fois, les couches moyennes, jusqu'alors épargnées, se voient frappées. Les sanctions occidentales, suite aux litiges sur le nucléaire, n'ont fait qu'accentuer un peu plus les difficultés d'une politique économique basée sur la distribution de la rente pétrolière, les richesses étant accaparées par des groupes prédateurs dont les premiers d'entre eux sont les Pasdaran, sans parler de la corruption qui mine la société.

Les sanctions imposées par les instances internationales tiennent au peu d'empressement du régime à faire la clarté sur ses véritables objectifs en matière de recherche nucléaire : ou simple enrichissement visant à répondre à des besoins civils (énergétique et médical) autorisé par le droit international, ou à des recherches de caractère militaire afin de construire une arme atomique, bouleversant le rapport de force dans la région. S'il faut condamner toute prolifération, on doit constater le double langage de certains États occidentaux qui font la leçon, tout en possédant l'arme nucléaire, les yeux fixés sur le supposé « nucléaire iranien », mais les fermant quand il s'agit du nucléaire israélien. Reste que cette question pèse dans les relations internationales et participe aux tensions actuelles. Il n'y a qu'à entendre les menaces répétées de frappes aériennes d'Israël. Rétablir la confiance par une plus grande transparence sur ses objectifs, permettrait à l'Iran de faire baisser les tensions... à suivre. Restera néanmoins à ce que les instances internationales s'engagent vraiment à faire de cette région du Moyen-Orient une zone dénucléarisée, et pèsent de tout leur poids pour faire appliquer les résolutions de l'ONU sur le dossier israélo-palestinien.

Autre sujet de tension, la Syrie et ses conséquences sur l'environnement régional. L'engagement du régime iranien aux côtés de Bachar Al Assad participe à la militarisation et à l'internationalisation de ce qui est devenu une guerre civile avec 93 000 morts, guerre où se conjuguent des enjeux stratégiques et confessionnels. Les droits du peuple syrien à choisir librement son destin étant écrasés par des intérêts qui lui sont étrangers.

Il est urgent de faire cesser ces violences et les risques d'embrasement régional. L'Iran doit donc prendre ses responsabilités pour la recherche d'une solution politique. L'écartier n'aurait aucun sens. Le régime craint la perte d'un allié comme la Syrie. Il veut écartier le risque d'un plus grand isolement face aux pays du

Iran

Golfe et au monde occidental qui peut s'aggraver encore avec le retour possible au pouvoir des Taliban en Afghanistan. Reste que la guerre à outrance en Syrie est le pire des scénarios pour tout le monde.

Toutes ces considérations ont pu conduire le régime iranien à favoriser l'élection d'un homme capable de conduire une politique de dialogue et de détente, tout en garantissant la pérennité du pouvoir des mollahs. Car ce pays, sous domination théocratique, reste formé d'une société qui, dans le cadre qui lui est imposé, fait preuve d'une remarquable vitalité et matu-

rité. Tous ceux et celles, opposants politiques, syndicalistes, démocrates, qui s'opposent à la politique de ce régime ou à sa nature sont impitoyablement pourchassés. Et il serait étonnant que l'élection de Rohani change quelque chose.

Le changement opéré de président relève donc plus de l'habileté politique imposée par les faits. Tout changer pour que rien ne change en quelque sorte...

Patrick Margaté
Monde arabe/Iran

Syrie
le G8 confirme
Genève II

La déclaration en sept points adoptée par les membres du G8 sur la Syrie met l'accent sur la convocation de la conférence de paix, dite de Genève II, prévoit d'accroître l'aide humanitaire aux réfugiés, demande la création d'un gouvernement de transition et condamne l'usage d'armes chimiques, qui devra faire l'objet d'une enquête internationale sous l'égide de l'ONU.



Le G8 a par ailleurs pris acte du poids grandissant des djihadistes dans la rébellion, s'inquiétant de « la menace grandissante du terrorisme et de l'extrémisme en Syrie et de la nature de plus en plus inter-communautaire au conflit ».

À cet égard, on peut s'étonner de l'attitude de François Hollande à Doha, où il a souligné le rôle du Qatar qui « joue un rôle utile dans la résolution du conflit ».

Chacun sait pourtant le soutien militaire et financier qu'apportent les Qataris aux groupes djihadistes les plus radicaux de la mouvance islamique.

Le plus urgent aujourd'hui reste d'engager tous les efforts diplomatiques pour la tenue de Genève II afin de parvenir rapidement à la fin des violences, à un dialogue permettant une issue politique dans la perspective de construire une Syrie démocratique, souveraine, laïque et pluraliste, tournant la page du régime actuel. Toutefois, le risque d'engrenage n'est pas exclu avec l'annonce par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'une aide militaire, fut-elle « canalisée ».

Patrick Margaté



Altersommet d'Athènes

Le Parti communiste français a activement participé au processus de l'Altersommet.

Les membres de la délégation du PCF et du PGE à Athènes ont été présents à la manifestation, aux assemblées thématiques, à la séance plénière, aux réunions de travail, au séminaire de la GUE/NGL...

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président du PGE, a reçu sur place, lors d'une rencontre fraternelle, les communistes français venus en nombre, que ce soit dans des délégations de fédérations du PCF, au sein du MJCF, de Transform !, de la GUE...

ou encore dans les très nombreuses associations, syndicats et organisations de la société civile parties prenantes de l'Altersommet.

Une belle occasion, donc, d'échanges intenses pour tous ces camarades. Et un processus qui va se poursuivre dans les mois à venir.

<http://www.altersummit.eu/?lang=fr>

Latifa Madani, membre du Conseil national et Fabien Cohen, responsable de la commission Santé du PCF, rendent compte des ateliers thématiques auxquels ils ont assisté.

L'AUSTÉRITÉ terreau de l'extrême-droite

Rarement le lien n'avait été autant mis en évidence entre les ravages des politiques d'austérité néolibérales et la montée de l'extrême droite et des mouvements fasciste et néo nazi en Europe.

L'Assemblée consacrée à ce thème le 8 juin dernier à Athènes fut dense en témoignages et riche en analyses et en propositions.

De nettes convergences se sont dégagées entre les participants, même s'il a fallu, pour se faire, clarifier quelques positionnements. Notamment la mise en cause des politiques austéritaires menées y compris par les sociaux-libéro-démocrates au pouvoir, et donc leur responsabilité dans la « fertilisation » du terrain sur lequel prospèrent les droites extrêmes.

Un diagnostic partagé

Expression de la profonde crise multidimensionnelle qu'elle traverse, l'Europe est confrontée à une poussée politique et électorale significative des extrêmes-droites. Leur violence se banalise. Leurs actes criminels augmentent (Clément Méric en France, chasses aux migrants...). Des actes trop souvent impunis, voire, comme en Hongrie ou en Grèce, tolérés.

En dépit des spécificités, la progression des extrêmes-droites, sous ses diverses formes, tend à devenir une caractéristique commune à l'ensemble des sociétés européennes. Elle résulte des politiques néolibérales d'austérité, dont l'application obstinée et concertée partout en Europe produit les effets dévastateurs que l'on sait sur l'économie, le social, la culture, les droits, la démocratie.

Quelle stratégie de coordination ?

Les participants à l'Assemblée d'Athènes, conscients du danger et de la menace que constituent ces processus de fascisation des sociétés européennes, ont acté leur volonté de coordonner leurs luttes en les liant à leur combat pour une refondation (transformation,

changement) sociale et démocratique. Ils ont souligné l'impérieuse nécessité d'agir dans les milieux populaires et ouvriers, cœur de cible des extrêmes-droites. Ils ont insisté sur le fait que la lutte contre ces mouvements est à mener à la fois sur les plans politiques, économique, social et culturel. Elle intègre la lutte contre le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie, et toute forme de fondamentalisme qui prône la négation des droits humains et le droit à la différence.

L'agenda

Ils ont convenu d'agir pour renforcer les réseaux européens de solidarité et de défense des populations victimes des politiques d'austérité et des violences raciste et fasciste.

Ce n'est pas tout. Il faut regagner la bataille des idées, et la mener, notamment par l'organisation coordonnée de campagnes paneuropéennes de grande ampleur. Le secteur de l'éducation en sera un axe essentiel. Ils proposent de faire du 8 mai, une journée européenne contre le fascisme et l'extrême droite.

Deux rendez-vous ont été fixés. Octobre 2013 avec la tenue à Athènes d'un séminaire pour approfondir analyse et méthodologie de la lutte contre l'extrême droite et le fascisme.

Puis, au cours du second semestre 2014, une grande conférence européenne à Budapest, comme l'a souhaité une majorité de participants.

Latifa Madani
membre du Conseil national





SANTÉ

construction d'une solidarité et d'une alternative européenne à la Troïka

Après le Forum social mondial de Tunis, l'Altersommet fut une nouvelle étape dans la construction d'un Front des luttes international pour la santé et la protection sociale.

Plusieurs centaines de représentants d'associations, syndicats et partis de toute l'Europe se sont retrouvés pour faire un état des lieux des conséquences de la politique européenne dans ce domaine, avec ou sans mémorandum de la Troïka (FMI, Commission européenne et Banque centrale européenne). La politique d'austérité étant la règle d'or, nous assistons partout, avec des degrés divers d'avancement, aux mêmes réductions drastiques des ressources dégradant le système de santé publique, la même volonté de marchandisation des services, de précarisation et d'exploitation des professionnels soignants, d'accélération de l'exclusion sanitaire.

En Grèce, le nombre d'hôpitaux publics a été réduit en deux ans de 137 à moins de 80. Avec plus d'un million 500 000 personnes sans emploi, c'est près du tiers de la population qui n'a plus aucune ressource, aucune couverture sociale, aucun accès aux soins. Et ceux qui ont accès aux soins publics ne sont pas sûrs d'être « vraiment » soignés, les laboratoires pharmaceutiques ne fournissent plus ni médicaments, ni compresses aux hôpitaux surendettés et incapables de les payer ; les effectifs des soignants diminuent, des chimiothérapies sont stoppées en plein traitement, des opérations chirurgicales ne peuvent être réalisées. Près de 600 000 enfants seraient en état de famine au Portugal. Des études, que l'Europe se garde bien d'effectuer, montrent que les taux de morbidité (tuberculose, malaria, HIV...), de mortalité, de suicides augmentent, que l'espérance de vie décroît dans les pays qui mettent en œuvre des mesures d'ajustement suite aux injonctions de la Troïka.

C'est un vrai désastre humanitaire auquel nous assistons, auquel la France comme l'Allemagne sont loin d'échapper, les mêmes causes produisant à plus ou moins courte échéance les mêmes effets.

Au niveau local, comme au niveau européen, la solidarité s'organise, comme en France avec l'association *France-Grèce-solidarité pour la Santé*, qui apporte son

soutien aux plus de trente cliniques et pharmacies solidaires qui se sont créées ces deux dernières années. Ces centres de santé hors système monétaire sont animés par des professionnels soignants ou non soignants bénévoles. Ces centres sont une réponse transitoire et limitée aux soins primaires et cherchent à créer des prolongements pour les soins plus lourds et de longues durées comme le cancer.

Mais au-delà de ce quotidien, dans chaque pays, s'élaborent des rassemblements, comme en France avec *Notre santé en danger*, pour des mobilisations d'ampleur importante comme au Portugal, en Espagne ou en Pologne. Il y a aujourd'hui urgence à fédérer au plan européen, ceci d'autant que l'Union européenne prépare une nouvelle directive qui vise à mettre en « concurrence libre et non faussée » les services de santé et de protection sociale d'intérêt général, que nous avons réussi à sortir de la directive Bolkestein en 2005. À l'aube de la discussion d'un Traité de libre échange entre les États-Unis et l'Europe, cette dernière ferait de la santé et de la protection sociale (sécurité sociale, hôpitaux, mutuelle, retraite...) un vaste marché, si cette directive était appliquée.

Pour sensibiliser les peuples d'Europe à ce danger, pour faire marche arrière et proposer des alternatives à cette politique, les représentants aux débats sur la santé et la protection sociale à l'Altersommet ont lancé un appel dans ce sens, qu'ils souhaitent compléter par un livre noir de la santé en Europe avant les élections européennes de 2014. Et dans l'urgence, **une pétition européenne pour le droit fondamental à la santé et contre la directive sera lancée avant l'été.**

Les communistes, au sein du PGE, se sont engagés à développer une mobilisation à la hauteur des enjeux, dans une coordination européenne, pour soutenir ces exigences.

Fabien Cohen

commission Santé/protection sociale du PCF
co-animateur du Front de gauche Santé

LIENS

Interview de Pierre Laurent <http://www.humanite.fr/monde/pierre-laurent-le-16-juin-l-etape-suivante-en-fran-543378>

Interview de Gilles Garnier <http://www.humanite.fr/monde/altersommet-athenes-gilles-garnier-les-anti-auster-543325>

Interview de Lydia Samarbaksh <http://www.humanite.fr/monde/l-altersommet-est-un-espace-utile-et-necessaire-su-543538>

4ÈME COLLOQUE DE DAKAR

la participation populaire avenir de la démocratie en Europe et en Afrique

Le colloque de Dakar* est maintenant inscrit dans le paysage politique africain. La réussite de la 4ème édition du 22 au 24 mai en témoigne. Plus d'une centaine de participants venus de quinze pays d'Afrique et d'Europe, chercheurs, députés, ministres, responsables de partis, syndicats ou associations ont échangé et construit des perspectives.

Les Fondations Gabriel Péri, Rosa Luxemburg, le PIT et la revue *Recherches internationales* ont vu juste en choisissant pour thème : *Le retour de la question politique : crise de la représentation et luttes démocratiques en Afrique*. C'est en effet le cœur du sujet dans ce moment particulier de la crise du capitalisme mondialisé, marqué par de fortes régressions sociales et démocratiques.

Partout, les citoyens se heurtent aux conséquences des politiques libérales et se sentent dessaisis de leur capacité à changer le cours des événements. Dans les pays occidentaux ou en Afrique, le gouffre grandit entre élites politiques et populations. En toile de fond, il y a le sentiment du primat de l'économie sur le politique, avec l'idée que les représentants du peuple seraient peu ou prou soumis aux intérêts du marché. Dans cette crise à multiples facettes se sont engouffrées des forces rétrogrades et instrumentalisées. Des remparts contre le progrès sont érigés, qu'ils se nomment populismes, extrême droite, islamisme ou « multinationales de dieu » pour reprendre l'expression chère à Jean-Bosco Talla, journaliste camerounais.

L'Afrique déstabilisée

Tous les intervenants ont fait part de leur inquiétude face à la gravité du moment. L'Afrique traverse une période de forte déstabilisation, avec le délitement des États, le chaos qui s'étend de la Libye au Sahel, de la RDC jusqu'à la Somalie. Une situation favorisée par le cycle infernal de la dette et des plans d'ajustement structurel. Des participants parlent d'États « fantômes ». Amath Dansoko, président d'honneur du PIT rappelle qu'il y a quinze ans, le FMI vilipendait le « trop d'État » en Afrique. Sur cette idéologie se sont opérées la déconstruction, les privatisations et coupes sombres, véritable programme de démantèlement des États.

La situation au Mali et ses risques de répercussion sur l'ensemble de la sous-région a été bien sûr au cœur des réflexions. Maintenant que les djihadistes ont été chassés, ou dispersés, beaucoup s'interrogent sur la suite, sur les objectifs à terme, sur l'entêtement de la France à jouer la carte du MNLA, sur la tenue aux forces d'élections le 28 juillet...

Les débats ont montré l'importance d'approfondir la réflexion sur les enjeux de la sécurité, du développement et de la souveraineté. Le colloque a d'ailleurs émis le vœu d'organiser dans les mois à venir une rencontre citoyenne autour des forces de progrès de la zone sahélo-saharienne.

C'est dans ce contexte qu'il faut regarder l'évolution des luttes et des mouvements démocratiques.

On observe un retour de l'engagement, une envie d'agir. Les mouvements sociaux, les indignés, les « printemps arabes » en sont de fortes illustrations. Avec leur limite et la difficulté à articuler mouvements sociaux et question politique du pouvoir. En Afrique, des résistances, des interventions populaires, des mouvements se cherchent, mais ne débouchent pas sur une alternative politique. Il y a bien sûr la répression, les intimidations et la peur qui restent encore le lot quotidien de nombreux militants et citoyens. Quant à la conquête du multipartisme dans plusieurs pays au début des années 90, elle a laissé place à des démocraties « encadrées » ou « verrouillées », entraînant de la déception après une période d'espoir. Difficile dans ces conditions de mobiliser.

La question de l'éducation, l'analphabétisme qui ne régresse pas ont été au centre des discussions comme des éléments parmi d'autres, expliquant l'absence pour l'instant de « printemps africain ».

Plusieurs intervenants se sont interrogés sur le rapport des partis d'opposition à la question du pouvoir. Arba Diallo, président du PDS Burkina, pointe une lourde interrogation : « Au moment où Blaise Compaoré était en grande difficulté, nous aurions pu prendre le pouvoir, nous ne l'avons pas fait. Pourquoi ? ».

Plus généralement, qu'ils soient d'Europe ou d'Afrique, les intervenants font écho aux mêmes problématiques et s'interrogent sur la faible influence des forces progressistes, leur appréhension des mouvements sociaux, leur rapport avec les nouvelles formes de lutte, d'organisation ou de communication. Certains estiment que la crise traverse les partis, autour d'un constat : tout change à grande vitesse sauf les organi- ➔

4ème colloque de Dakar

sations politiques. Malgré quelques avancées, les difficultés persistent par exemple sur la place des femmes ou des jeunes, et leur possibilité d'accéder à des responsabilités.

La capacité des forces de progrès à connaître les réalités et luttes au delà de leurs frontières est également questionnée. L'exemple du secteur minier le montre. Des syndicalistes ignorent des avancées obtenues dans des pays voisins, alors qu'ils dépendent pourtant de la même multinationale... Créer des réseaux, des batailles communes semble une réponse urgente à un moment où les grands groupes occidentaux ou asiatiques se livrent à une course pour le pillage des ressources. L'Afrique, après l'Asie, est en effet l'ultime eldorado et va connaître les plus forts taux de croissance dans la décennie à venir, reposant pour une grande part sur l'extraction des matières premières. Nouvel obstacle ou chance pour le développement ?

La question reste en suspens. Le colloque s'est penché sur le paradoxe africain de la croissance sans développement. Gagner ce dernier passera par un renforcement des luttes et des réponses politiques. Cela passe également par la réappropriation des outils de souveraineté économique. Il faut pour cela réorienter le rôle des banques centrales et du Franc CFA, actuellement au service de la rente. Un débat qui rejoint celui des propositions du PCF et du Front de gauche concernant la BCE et l'euro...

À lire en septembre, dès la Fête de l'humanité, les actes du colloque.

Dominique Josse
collectif Afrique/PCF

Plus d'infos sur <http://gabrielperi.fr/Le-retour-de-la-question-politique?lang=fr>

un secteur en construction

Confrontée à l'évolution du monde et des moyens de communication, à l'émergence de nouvelles pratiques migratoires, mais aussi à la nécessité croissante d'une représentation courante auprès de nos partenaires du monde, notre conception de l'organisation du PCF à l'étranger a fondamentalement été révisée.

En nous appuyant sur un réseau de correspondants, nous souhaitons permettre aux communistes expatriés – de moyens ou de long séjour – de contribuer au rayonnement de leurs idées ainsi qu'au développement de notre parti à travers quatre axes principaux :

- favoriser l'organisation et le développement de l'action des communistes auprès des Français-e-s de l'étranger, notre volonté de rassemblement et notamment la dynamique du Front de gauche
- contribuer à la compréhension et à l'analyse internationale
- traiter les problèmes spécifiques touchant à l'expatriation
- appuyer les relations bilatérales entre PCF et organisations partenaires de l'étranger.

La première visioconférence, organisée mardi 25 juin, a permis de dégager de nombreux éléments de réflexion et d'analyse. Plusieurs rendez-vous ont également été fixés, à l'occasion de l'Université d'été du PGE du 3 au 7 juillet à Porto ou, dès la rentrée, à l'occasion de la Fête de l'Humanité.

Toutefois, le premier constat est celui de la difficulté à recenser nos camarades hors du territoire métropolitain, sans même parler de proposer l'adhésion à des expatrié-e-s qui voudraient rejoindre notre parti. C'est pourquoi nous initions dès à présent une campagne de recensement.

Qu'ils s'expatrient pour de courtes ou de longues durées, qu'ils partent dans le cadre de leurs études, pour des raisons professionnelles ou familiales, les adhérent-e-s du Parti communiste qui souhaitent conserver un lien avec l'activité politique ou l'actualité française seront prochainement invité-e-s à se faire connaître ou simplement à réactualiser leur adresse dans le fichier militant (Cociel) auprès de leur section d'origine.

Bien sûr, le secteur FDE n'ayant ni vocation à se substituer aux organisations partenaires, ni l'ambition de se constituer en section-s des Français de l'étranger, chacun-e est invité-e à garder contact avec sa section d'origine, voire à s'engager dans son pays de résidence, s'il le souhaite.

Jérôme Marcuccini
membre du Conseil national
chargé des Français de l'étranger

MONDE ARABE

Syrie

Le 10 juin, rencontre avec **Alima Boumediene de retour des camps de réfugiés syriens en Jordanie** avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté.

Le 14 juin, **soirée de solidarité avec le peuple syrien organisée par l'inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe au FIAP à Paris** avec **Farouk Mardam Bey, Bernard Dreano et George Achkar**. Patrick Margaté y représentait le PCF.

Tunisie

Le 13 juin, rencontre avec **Ziad Lakhdar, secrétaire général du Parti des Patriotes démocrates unifiés de Tunisie**, avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Lydia Samarbakhsh, responsable du département international du PCF et Patrick Margaté.

Le 16 juin, **meeting de solidarité avec le Front populaire à la Bourse du Travail à St-Denis**, avec **Hamma Hamami, porte-parole, Ziad Lakhdar, secrétaire général du PPDU et Basma Khalfaoui, avocate, veuve de Chokri Belaïd**. Lydia Samarbakhsh a pris la parole pour le PCF.

Le 25 juin, **rassemblement de soutien aux démocrates tunisiens pour la défense des libertés en Tunisie** à la Fontaine des Innocents à Paris.

Liban

Le 26 juin, rencontre avec **Marie Debs, secrétaire générale adjointe du Parti communiste libanais**, avec Lydia Samarbakhsh, responsable du département international et Patrick Margaté.

Palestine

Questions écrites posées au ministre des Affaires étrangères par le député et président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, sur l'importation et l'étiquetage de biens en provenance des colonies israéliennes en Cisjordanie : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-28819QE.htm>
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-28818QE.htm>

AFRIQUE

Soirée de **formation organisée par le PCF à Lyon, sur le thème *Intervention militaire française au Mali : en comprendre les enjeux*** avec la participation de Sylvie Jan (17/06/2013).

Réunion du Collectif PCF Afrique. Compte-rendu du colloque de Dakar conjointement organisé par la Fondation Gabriel Péri, Rosa Luxembourg et le PIT du Sénégal, sur le thème *Le retour de la question politique : crise de la représentation politique et luttes démocratiques en Afrique*. Plusieurs membres de notre collectif Afrique y ont participé : Chrystel Le Moing, Dominique Josse, Marine Malberg, Mohamed Taméga. Les actes du colloque seront publiés prochainement. Voir sans attendre le site de la Fondation Gabriel Péri (04/06/2013).

Fête du Travailleur alpin à Grenoble, participation de Marine Malberg au **débat *Mali, Afrique, quelles solidarités*** (28/06/2013).

ASIE

Chine

Le 13 juin, Michel Laurent et Christiane Marcie ont reçu au siège du PCF une **délégation de 27 haut-fonctionnaires chinois, présents en Europe dans le cadre d'une formation dont l'université de St Gall (Suisse) a la responsabilité, sur mandat de la Direction du développement et de la coopération (DDC) rattachée au département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse**. La rencontre de travail avait pour thématique : ***Partis politiques en France : le système des partis et l'interaction entre partis, gouvernement et société***.

Afgnanistan

Rencontre de Lydia Samarbakhsh avec **Mohammad Daoud Rawosh, président du parti Mardom (Le peuple)** le 17 juin.

EUROPE

Espagne

Le 31 mai à Madrid, Frédéric Boccara a participé à une **conférence d'économistes de la gauche européenne sur l'euro, organisée par la Gauche unie d'Espagne**.

Le 31 mai à Madrid, dans le cadre de la **semaine de lutte européenne contre la Troika**, Pierre Laurent président du PGE, Cayo Lara et Alexis Tsipras ont eu une rencontre au **Parlement espagnol, suivie d'un entretien avec les responsables syndicaux des Commissions ouvrières et de l'UGT**. Communiqué Pierre Laurent *La France ne doit pas plier devant la commission européenne*.

Le 22 juin à Madrid, participation de Gilles Garnier à la **conférence de la Gauche unie d'Espagne sur l'Europe**.

Grèce

Du 7 au 12 juin à Athènes s'est déroulé l'**Altèrsommet européen**. Une délégation du PCF y a participé, conduite par Pierre Laurent, avec Lydia Samarbakhsh, Gilles Garnier, José Cordon, Latifa Madani, Fabien Cohen, ainsi que Christine Mendelsohn, Anne Sabourin (pour le PGE) et Elisabeth Gauthier (pour Transform !).

Le 12 juin, **rassemblement de solidarité devant l'ambassade de Grèce à Paris, contre la fermeture de la télévision et de la radio publiques**. Pierre Laurent y a participé au nom du PCF.

Allemagne

Du 14 au 17 juin à Dresde s'est déroulé le **Congrès de Die Linke**. Parmi la quinzaine d'organisations de la gauche européenne présentes, José Cordon y représentait le PCF.

KURDISTAN

Syrie

Rencontre sur la situation des Kurdes en Syrie, entre **Khaled Issa, vice-président du Comité de Coordination nationale pour le changement démocratique**, **Murat Roni pour la FEYKA Fédération des associations kurdes de France**, et Patrick Margaté et Sylvie Jan pour le PCF (4/06/2013).

Turquie

Participation de Sylvie Jan, Estelle Le Joncourt, Pascal Torre, à la **coordination nationale des associations kurdes de France** (10/06/2013).

Hommage à la résistance du peuple kurde lors de la Fête de la Saint-Jean, place des Fêtes (Paris 19e). Prise de parole de Fanny Gaillanne, secrétaire de section du PCF, en présence notamment de Mehmet Ulker, co-président des Associations kurdes de France.

Participation et prises de paroles du PCF aux rassemblements de solidarité avec les manifestants de la place Taskim dans différentes villes de France. Paris avec Pascal Torre, Lyon avec Danielle Lebail, Nevers avec Didier Bourotte, Villejuif avec Zafer Bal (4 juin, 14, 15 et 22 juin). (Tous les rassemblements n'ont pu être recensés à l'heure où nous rédigeons ces lignes).

PAIX-DÉSARMEMENT

ICAN-France

Participation de Claire Chastain pour le PCF à l'**assemblée générale d'ICAN-France** (branche française de la campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire) à Lyon le 29 juin.

AMÉRIQUE LATINE

Mexique

Le 5 juin, rencontre avec **Berenice Reza, présidente de la représentation en France du Mouvement de regeneracion nacional** et Sergio Avalos, secrétaire général.

République Dominicaine

Le 7 juin, rencontre avec **Fausto Liz, membre du Parlement centre-américain et secrétaire de Coopération internationale du PRD**.

Pérou

Le 8 juin, Obey Ament a participé à la **manifestation en solidarité avec la lutte des populations de Cajamarca contre le projet Conga**, à la Fontaine des Innocents à Paris.

Cuba

Le 11 juin, rencontre de Lydia Samarbakhsh et Obey Ament avec l'association **Cuba Coopération**.

Le 12 juin, se sont réunis pour un **déjeuner Pierre Laurent, Orlando Requejo, Ambassadeur de Cuba en France, Noslen Ocaña, conseiller à l'Ambassade de Cuba, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament**.

Colombie

Le 19 juin, Obey Ament a participé au **lancement de la Constituante européenne pour la Paix et la Justice sociale en Colombie**, initiative commune du PCF, Marcha Patriótica, Front de gauche latino et Coopération populaire colombienne de Paris.

Le 20 juin, Obey Ament a participé, à l'**invitation de la Plateforme européenne pour la paix en Colombie et de Die Linke** à la **conférence Où en est la paix en Colombie ? Un bilan du processus de paix actuel**, à Berlin.

Paraguay

Le 24 juin, Obey Ament a rencontré **Sarah Zevaco et Jony Alvarenga, membres de la direction du parti de Convergence populaire**.

Honduras

Le 28 juin, Obey Ament a participé au **rassemblement place Saint-Michel à Paris, à l'appel d'Alerte Honduras et d'autres organisations politiques et associatives, en soutien au peuple hondurien en résistance**.

Fête fédérale

Le 9 juin, Obey Ament a participé au **débat Où en est l'Amérique latine ? à la Fête de la Paix de la Fédération de l'Oise** du PCF.

DE L'EST À L'OUEST

une Turquie en effervescence politique

Notre voyage dans le Kurdistan turc, aux frontières de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran et de l'Arménie s'est déroulé au mois de mai, au moment où le processus de négociations entre le PKK et le gouvernement d'Erdogan faisait tous les jours la une de l'actualité et à la veille de l'occupation de la place Taksim. Durant les 2000 km parcourus, accueillis de familles en familles et le plus souvent par transports publics, l'hospitalité kurde si spontanée et chaleureuse, avait parfois un côté magique.

Notre parcours au départ de Gazantiep, grande ville industrielle à la frontière syrienne qui abrite aussi les sublimes mosaïques anciennes de plus de 3000 ans, Diyarbakir la capitale culturelle du Kurdistan toujours bouillonnante, le petit village d'Elbistan où repose Rojbin, la ville sinistrée de Van en reconstruction après le tremblement de terre et la libération de son maire, la beauté de la région du mont Ararat, Hakkari et retour par Istanbul... partout les espoirs de paix se mélangent aux sentiments d'injustice, aux doutes, aux inquiétudes et aux exigences d'égalité des droits.

Notre première étape a été de nous rendre sur la tombe de Rojbin, l'une des trois militantes kurdes assassinées à Paris. Au-delà de l'émotion et d'un certain apaisement à savoir où elle repose, à pouvoir respirer les parfums de ces montagnes qu'elle évoquait souvent, nous avons pris la mesure de l'ampleur du choc qu'a représenté ce triple assassinat en France. Très souvent, les trois sourires de Rojbin, Sakiné et Leyla nous ont croisés, sur des calicots au bord des routes, dans les hall de mairies, les salles de quartier, en affiche, dans toutes les conversations, sans exception... « Pourquoi les Kurdes ne peuvent-ils pas vivre tranquillement, nulle part au monde ? », « La France doit nous dire la vérité », « Qui a commandité ce crime ? ». Pour une responsable du BDP, « ce crime était un message à Occalan et les gouvernements turcs et français savent probablement la vérité. Le gouvernement de la France nous doit une réponse ». Nous

nous croisons le sourire de Rojbin partout sur notre route ici à Akkari, à la frontière de l'Iran et de l'Irak, en calicot sous la tente des Mères pour la paix (mai 2013-photo Sylvie Jan)



expliquons l'engagement du PCF et la promesse d'aller jusqu'au bout...

Ce périple a commencé le jour du début du retrait des troupes du PKK du sol de la Turquie. Ce geste, décidé de sa prison par Abdullah Occalan, vise à mettre la balle de la solution politique du conflit turco-kurde, dans le camp de la Turquie. Tout le monde l'apprécie comme historique, mais Erdogan va-t-il saisir la perche qui lui est tendue ? Le BDP réunit la population dans les quartiers des grandes villes comme dans les villages. Partout, les salles sont pleines à craquer. Toutes les générations se mêlent, les députés sillonnent le pays pour aller à leur rencontre, écouter, argumenter. « L'histoire des Kurdes est aussi une histoire de la trahison, il y a des raisons de se méfier », nous explique une jeune femme. Partout, jusqu'au café du coin, les mêmes discussions exigeantes pour apprécier les conséquences : espoirs et inquiétudes...

Espoirs : l'invitation d'A. Occalan est appréciée parce qu'elle débloque la situation, elle va dans le sens de la paix à laquelle tout le monde aspire. Toutefois, la présence des troupes du PKK dans la montagne reste pour ces gens un élément du rapport de forces face au délire répressif d'Erdogan. Le fait que ce retrait crée une situation inédite, le soutien à Occalan se trouve encore renforcé chez les Kurdes. Il est devenu un interlocuteur incontournable pour la Turquie et les grandes puissances internationales, à la façon d'un Nelson Mandela, il est devenu le « terroriste » maintenu en isolement depuis 12 ans, seul capable de négocier avec les autorités turques pour parler de l'avenir de cette région et du pays. Il est celui qui accepte le risque du déséquilibre, au nom de l'intérêt général. Les États-Unis, soucieux d'une Turquie stable aux portes d'une Syrie au bord de l'éclatement, ont soutenu l'initiative, suivis de l'Union européenne et de façon timide, de la France. En tout cas, ce début de retrait change la donne, y compris médiatique en Turquie. Le BDP qui soutient le processus de négociation avait déjà gagné la bataille démocratique aux précédentes élections malgré un code électoral discriminatoire. 99 communes aux élections municipales et un groupe à l'Assemblée nationale qui a multiplié par deux le nombre de ses députés.

Erdogan ne semble pas prendre toute la mesure des attentes de la population. « Tous les jours, nous apprenons la libération de quatre ou cinq élus, dans une ville le responsable d'un syndicat, dans une autre le maire, mais c'est du goutte à goutte alors que nous comptons 10 000 prisonniers », rappelle la co-présidente du BDP de Diyarbakir. La prise en compte des exigences exprimées depuis plusieurs années est devenue dorénavant incontournable pour le gouvernement turc : la révision

une Turquie en effervescence politique

de la constitution turque avec un article reconnaissant l'égalité des droits pour tous les citoyens et citoyennes, et explicitement, la reconnaissance culturelle des Kurdes, leur droit à parler et enseigner leur langue maternelle dès l'école primaire et dans les institutions, l'autonomie régionale laissant aux élus des compétences nouvelles, comme par exemple celle de l'environnement, appelle le besoin d'un État démocratique. La démocratie revient sur toutes les lèvres.

Pour cela, 2014 et 2015 seront des années d'élections municipales et législatives importantes. Le BDP veut en faire des moments de renforcement du rapport de forces politique. La demande est simple : « nous voulons décider de notre avenir ». Le projet n'est pas un projet d'indépendance, même si on peut trouver des Kurdes qui l'évoquent en s'auto-déclarant minoritaires. Ils ne veulent pas faire éclater la Turquie mais, au contraire, lui donner les moyens constitutionnels pour que chacun puisse y vivre ensemble, en restant lui-même. Le BDP qui défend la cause kurde est devenu au fil des luttes et des enseignements, un parti défendant toutes les minorités de la Turquie. Il est devenu un parti ayant la vision d'une Turquie laïque et écologique, démocratique, décentralisée, égalitaire entre les hommes et les femmes.

Ce projet politique veut aussi parler aux Kurdistan irakien, syrien, iranien comme à toute la région du Moyen-Orient, à la Palestine. Il pourrait représenter un point d'appui, aussi aux forces progressistes de cette région du monde. Ce qui est assez marquant et qui revient souvent, de façon très concrète dans les discussions, c'est la recherche de la mise en œuvre de cette visée dès que le BDP est aux affaires locales, dès maintenant, malgré tous les obstacles¹. Ainsi en plus d'une action politique nationale se créent des « faits accomplis » de gestion démocratique participative. Cette gestion participative a aussi été une réponse



1. Taux de chômage : 50 % à Van. 10 000 logements qui restent à détruire après le tremblement de terre et à reconstruire. Grande pauvreté dans un grand nombre de familles. Des coopératives alimentaires ont vu le jour cette année écoulée.

2. Le HDK (Congrès démocratique des peuples) qui rassemble le BDP, des partis kurdes et turcs de gauche comme le ESP (Parti socialiste des démunis rassemblant les minorités, les sans-droits), le SDP (Parti démocratique socialiste), le EMEP (Parti des travailleurs), le SYPK (Parti socialiste du renouveau)...

22 3. Voir articles ci-après.



indispensable face aux arrestations de très nombreux maires, adjoints, conseillers municipaux.

Pour avancer dans cette perspective de rassemblement et d'issue politique pour toute la Turquie, le BDP est à l'initiative de la constitution d'un Front des partis (Congrès démocratique des peuples) qui rassemble le BDP et une série de partis² de gauche, y compris turcs « un peu comme votre Front de gauche. C'est nouveau pour nous, il faut que nous apprenions à travailler ensemble, nous ne savons pas si nous allons réussir mais nous essayons », nous expliquait une responsable d'association féministe d'Istanbul.

Istanbul... merveilleuse Istanbul en son cœur, mais aussi durement balafée par de féroces spéculateurs immobiliers, les tours imposantes en sa périphérie, dessinant un avenir environnemental et social inquiétants. Nous étions revenus en France lorsque les événements de la place Taskim se sont déclenchés³. La violence d'Erdogan contre les manifestants et qui a choqué à juste titre l'opinion publique, nous renvoie à celle commise depuis trente ans contre les Kurdes. C'est la similitude des revendications des manifestants qui nous renvoyaient à tout ce que nous avons entendu durant notre voyage : liberté, droits pour tous, respect de l'environnement, démocratie, paix. Ces aspirations doivent aider les Turcs et les Kurdes à sortir par le haut. Erdogan n'est pas prêt de lâcher ses prérogatives et dans cette tourmente, le processus de paix non seulement ne doit pas être remis en cause, mais doit devenir un projet partagé par tous, Kurdes et Turcs, s'il veut avoir de l'avenir. La démocratie et les droits ne se découpent pas en tranche, ils sont indissociables et universels. La France mériterait de se mettre à l'écoute de cette aspiration aux libertés qui trouve aussi écho dans notre pays.

Décidemment, les événements de Turquie, à l'Est comme à l'Ouest, nous confirment qu'il est juste, comme le fait le PCF avec d'autres organisations, d'exiger l'annulation de l'accord de coopération policière et sécuritaire prévu entre la France et la Turquie, avec un État qui tire sur son peuple et emprisonne ses représentants élus.

Et il faudra bien que vienne le jour où Occalan quittera sa prison...

Sylvie Jan et Michel Laurent



MÉPRIS, PROVOCATIONS, VIOLENCES ET AUTORITARISME

la dérive du régime de Tayip Erdogan

Ces dernières semaines, la Turquie a été le théâtre de mobilisations sans précédent dans l'histoire récente du pays. Principalement à Taksim, mais également dans tout le pays, manifestants et force de l'ordre se sont affrontés des jours durant, tandis que l'ensemble de la population participait d'un mouvement général.

L'élément déclencheur

Istanbul constitue une des métropoles les plus encombrées et bétonnées du monde contemporain. À quelques encablures d'une des principales places de la ville se situe le parc Gezi (littéralement *de la promenade*), véritable havre de paix des Stambouliotes, qui profitent du répit offert par un des seuls parcs du centre ville. Or, dans la lignée des projets architecturaux pharaoniques de la municipalité, la mairie d'Istanbul projetait de raser le parc pour y construire, entre autres, une résidence de luxe et un centre commercial. Depuis quelque temps, des groupes écologistes campent en bas des arbres et menaient une campagne de pétition visant à protéger l'espace vert.

Cette protestation a rencontré un écho important, mais limité aux habitants des alentours du parc. Cependant, le mouvement que connaît à l'heure actuelle la Turquie a débuté suite à l'intervention des forces de l'ordre venues déloger les militants écologistes. Face à une utilisation disproportionnée de la force par les forces anti-émeutes ayant utilisé une quantité importante de Gaz, le peuple turc s'est levé, afin de manifester sa solidarité. Par des actions spontanées, comme des manifestations ponctuées de bruits de casseroles, les habitants d'Istanbul ont décidé de venir en soutien des manifestants et ont commencé à affluer en grand nombre vers la fameuse place Taksim.

La continuation du mouvement

Suite aux premières manifestations en solidarité et contre les violences policières, le mouvement s'est emballé, la contestation s'est renforcée, l'attitude de l'État s'est durcie. Devant affronter une mobilisation grandissante, le gouvernement islamo-conservateur du l'AKP (Parti de la justice et du développement), s'est lancé dans une stratégie qui consiste à briser le moral des contestataires. Les violences nourrissant les manifestations de solidarité et réciproquement, un effet catalyseur a vite émergé, la mobilisation dépassant rapidement le cadre du parc Gezi et de la place Taksim pour concerner presque l'ensemble des villes du pays.

Or la répression n'a pas faibli, au contraire elle s'est multipliée, aussi bien par son ampleur que par son application à toute la société. En effet, si dès le premier jour un député du BDP (Parti pour la paix et la démocratie), Sirri Sureyya Onder, avait subi la violence policière, il n'a pas été le seul. Avec l'amplification du mouvement, deux de ses collègues du CHP (Parti républicain du peuple), Sezgin Tanrikulu et Ramis Topal, ont été sévèrement blessés. Drôle de « modèle

démocratique pour le Moyen-Orient » que cette police qui se permet de molester les représentants du peuple.

Plusieurs personnes ont trouvé la mort du fait de la barbarie policière. Ainsi, à Ankara un jeune ouvrier manifestant s'est fait assassiner par un policier d'une balle dans la tête. Plus récemment, ce sont les avocats et les médecins qui doivent subir les foudres du gouvernement. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés pour avoir aidé les manifestants, au sein même du palais de justice pour les avocats, dans l'enceinte des hôpitaux pour les médecins, des appels à la délation des chefs de services ont même été émis.

Les raisons de la colère

Depuis plusieurs années, le pays était en proie à des conflits larvés, à des dynamiques contradictoires qui se sont cristallisés à l'occasion du présent conflit. Toutes les problématiques de la société turque apparaissent aujourd'hui au grand jour et le gouvernement de l'AKP est dans l'impossibilité d'y répondre.

La croissance économique est un fait indéniable en Turquie. Le début du pouvoir islamo-conservateur coïncide avec l'après crise économique de 2001. Le produit intérieur brut s'est fortement étoffé, sa croissance frisant parfois les 10%, pour la dernière année elle se situait à plus de 7%. Cependant, cette expansion repose majoritairement sur la consommation et le crédit. De plus, et c'est là le principal problème, les fruits du développement ne sont absolument pas partagés. Les antagonismes de classe se renforcent tandis qu'une grande partie de la population est laissée à la marge de la progression économique sans y participer. Cette situation crée une tension sociale conséquente, dans les années qui ont précédé le soulèvement actuel de nombreux conflits sociaux ont émaillés la vie politique. Deux exemples sont ici pertinents et démontrent le peu d'acuité du soit disant « modèle turc ».

En 2010, les ouvriers de la coopérative d'État TEKEL ont connu plusieurs mois de grèves afin de lutter contre la privatisation de cette entreprise d'État. Derrière un discours fortement teinté de nationalisme, Tayip Erdogan a appliqué une politique de libéralisation économique intense, démantelant ce qui restait du secteur public.

Plus proche de nous est le conflit social qui dure dans la compagnie Turkish Airlines. Alors que le gouvernement a consenti à de nombreux efforts de développement de la compagnie aérienne et alors qu'il tente de l'utiliser comme une vitrine commerciale et comme un outil de son expansion politique à l'échelle du globe, la société est confrontée à une grève.

Depuis plusieurs années le pays vit une fragilisation sociale constante. De plus, le pays est confronté à une absence d'État de droit qui comporte plusieurs facettes. La première des implications de cette situation est l'absence de démocratie réelle. Au-delà d'un système électoral éminem-

la dérive du régime de Tayip Erdogan

ment restrictif où un barrage à 10% empêche un grand nombre de forces politiques d'établir une représentation parlementaire, le gouvernement de l'AKP a engagé une forte offensive contre toutes les composantes de la gauche progressiste et communiste, politique qui renforce encore plus la division et l'éclatement des forces de transformation sociale. La dernière manifestation du premier mai a d'ailleurs – encore – été interdite sur la place Taksim cette année. On ne compte plus les arrestations, y compris à l'étranger et sur le territoire de la république française. Les étudiants ont été touchés, en particulier avec la figure emblématique de Sevil Sévimli.

Ensuite, les libertés d'expressions sont bâillonnées, la censure implicite comme explicite frappe la presse. Certains monopoles concentrent la propriété des médias de masse. Et la Turquie possède le triste record de journalistes emprisonnés.

Tayip Erdogan se démarque quelque peu de ses prédécesseurs par son autoritarisme et son césarisme. Il pratique un pouvoir centralisé et personnalisé, s'appuyant sur un petit cénacle, il décide seul du devenir du pays. Cette attitude a d'ailleurs été au centre des mots d'ordres exprimés sur la place Taskim et partout en Turquie. Régulièrement, il intime par voie de presse à « ses ministres », à « ses préfets » des ordres directs et lapidaires. Le Premier ministre a, ces dernières années, renforcé son pouvoir, notamment avec la dernière constitution, certes approuvée par référendum, qui place la justice sous la coupe du parti au pouvoir et qui ne répond en rien aux exigences de la Commission de Venise.

Enfin, l'islamisation de la société est une donnée qu'il faut prendre en compte et qui se situe dans une démarche populiste du gouvernement, qui tente d'imprimer une hégémonie culturelle. La vente d'alcool est soumise à des restrictions, tandis que le droit à la contraception est réduit à peau de chagrin. Ces attaques contre les modes de vies, ces stigmatisations de toute une frange de la population turque conduisent à élargir la base sociale de la contestation du pouvoir.

Le contexte politique des mobilisations en Turquie est donc un environnement travaillé depuis dix ans par une réduction

des droits démocratique et sociaux, maquillé par une prétendue lutte contre l'influence de l'armée, au travers du procès « Ergenekon ».

Enfin, une dernière problématique, et non des moindres, a participé à créer un environnement favorable à la contestation : le traitement, par le gouvernement du droit des minorités. Les chrétiens (Arméniens et Grecs majoritairement) ont subi des attaques, on se rappelle notamment de l'assassinat de Hrant Dnk, dont le procès est une mascarade. À l'époque du crime, une marée humaine avait déjà envahi les rues d'Istanbul.

Mais surtout, c'est la question kurde qui cristallise toute l'attention. Depuis 30 ans, une véritable guerre civile est à l'œuvre en Turquie. Elle a fait plus de 45 000 victimes, sans compter les blessés, les destructions de villages, les répressions policières et militaires. Les Kurdes, qui représentent vingt millions d'habitants, doivent faire face à de nombreuses discriminations et à un racisme important, en plus des affrontements récurrents et sanglants avec l'armée. Ils sont traités comme des citoyens de second ordre. La paix est une aspiration de plus en plus forte et profonde des Kurdes et des Turcs. Une paix durable et constitutionnellement garantie. Aujourd'hui, les choses évoluent. Un processus de paix est lancé, qui s'apparente plus à un cessez le feu qu'à des négociations de paix, avec comme horizon un nouveau contrat social visant à supprimer les causes de la guerre civile : l'inégalité de droit et l'injustice sociale. Or le processus actuel est bien opaque, les négociations se menant au travers des services secrets. C'est bien la voie du rapport de force et non de l'apaisement qui est poursuivie. Face à cette orientation il est important de laisser émerger la voix des Kurdes et des Turcs qui veulent ensemble la paix, la démocratie et la justice.

Ainsi, l'ensemble de ces facteurs et les mouvements actuellement en cours en Turquie montrent qu'à défaut de constituer un modèle pour le Moyen-Orient, la Turquie était en réalité un mirage démocratique et sociale. Le climat d'instabilité a fini par exploser au travers d'un problème somme toute mineur.

L'ensemble de la société turque, et notamment les couches populaires, est mobilisée, toutes les forces politiques de gauche, communistes, socialistes, républicaines, kurdes, pacifistes participent à la contestation, tout comme les associations, qu'elles soient de défense des homosexuels ou des supporters de football. Les syndicats DISK et KESK jouent un grand rôle puisqu'ils ont organisé deux grèves générales.

À l'heure actuelle, il est vrai que l'on ne peut dessiner les contours exacts d'une alternative politique. Mais en se levant, le peuple a en réalité déjà gagné. Il y aura un avant et un après Taksim, le peuple de Turquie a, avec ses barricades, élevé des limites au pouvoir de Tayip Erdogan.

Avec le grand poète turc Nazim Hikmet dont nous célébrons le centenaire, nous pouvons déclarer : « Être libre et seul comme un arbre et fraternels comme la forêt : tel est notre désir » !

Alexis Coskun
responsable international du MJCF
⇒



10 JUIN 2013

délégation du PGE à Taksim

Plongés dans le dédale des tentes de la place Taksim et du jardin Gezi – la délégation du PGE (2 membres du bureau et 2 responsables de Syriza) – nous cherchons à repérer les nombreuses organisations et revendications exprimées. Une délégation de l'ODP nous aide à comprendre cet espace de liberté d'expression et de mode de vie qui se construit au fur et à mesure des jours. Nous sommes le lundi 10 juin, le Premier ministre vient de leur annoncer qu'il recevra une délégation des manifestants : les habitants d'Istanbul sont nombreux à partager la place et sourient, heureux d'espérer qu'ils peuvent faire changer le cours des choses... Le point commun : des tensions, frustrations et conflits avec Erdogan et le mouvement va aujourd'hui bien plus loin que le refus de voir leur espace public détruit pour le privilège des riches touristes des pays arabes.

Des tentes de radios libres, de télévisions alternatives et de journaux imprimés par eux chaque jour montrent que c'est la liberté de penser que ces manifestants veulent aussi acquérir. Bibliothèques et cinémas sont à disposition sous d'autres tentes. Cette place, qui est traditionnellement celle des syndicats pour le 1er mai, leur a été interdite cette année, alors que les conditions de travail et le pouvoir d'achat se détériorent. Les effusions de joie des supporters du club de foot d'Istanbul ont été stoppées violemment par la police.

Les jeunes refusent les transformations imposées les unes après les autres (interdiction d'alcool, remise en cause de la contraception, difficulté à trouver du travail pour une femme si elle n'a pas les cheveux recouverts) qui indiquent une pression de l'islamisme de plus en plus importante. Et cela fait écho à la politique étrangère d'Erdogan, fortement critiquée : il arme les djihadistes syriens à la frontière et en même temps, il se présente devant la communauté internationale comme président d'une république laïque.

La situation est difficile à analyser car il n'y a pas de plateforme commune. Des militants d'ODP estiment que ce sont pour l'instant des revendications plus culturelles que sociales, de type kémaliste, autour des droits et libertés, donc assez différentes des remises en cause du néolibéralisme dans les autres révoltes qui ont eu lieu en 2011 dans le monde. D'autres militants de ce parti analysent les critiques de l'autoritarisme d'Erdogan comme étant aussi une remise en cause de choix économiques au bénéfice des privilégiés et donc assez proche des autres soulèvements.

Nous comprenons qu'au-delà de ces revendications multiples, il y a plusieurs coordinations de l'espace qui cohabitent difficilement, chacune en autogestion : ceux de la place Taksim, ceux du parc Gezi et ceux des barricades qui sont censés protéger les occupants de cet espace de

revendication. Des militants d'ODP ont leur place dans une coordination des 80 organisations de gauche et ils nous conduisent à une de leur réunion dans le local syndical des ingénieurs et architectes, proche de la place Taksim. « C'est une opportunité pour la gauche, mais nous n'étions pas préparés et nous ne sommes pas unifiés. » Waltraud Fritz propose de voir si un ou deux jeunes de l'ODP pourraient se joindre à l'université d'été pour échanger sur leurs expériences avec d'autres Européens progressistes et de leur envoyer du matériel du PGE.

La population du quartier a l'air d'assez bien accepter cette intense pagaille et l'on nous explique que lorsque la police vient les attaquer, ils ouvrent les portes aux manifestants pour qu'ils puissent se réfugier. Les espaces de solidarité sont bien organisés à l'intérieur : cantines gratuites, infirmerie et réserve, mise à disposition, un peu partout dans le parc, de bouteilles d'eau vinaigrée indispensable en cas d'attaque au gaz de poivre. Partout des tentes pour dormir et des groupes qui discutent écrivent, dessinent...

Nous n'avons pas pu rentrer en contact avec les responsables du BDP, mais nous sommes allés voir les militants kurdes qui ont un espace sur la place. Ils nous disent qu'il y a un malentendu entre eux et les autres manifestants car ils sont en train de négocier avec le gouvernement et en même temps ils sont là. Il y a eu des heurts violents entre eux lorsqu'on leur a demandé d'enlever le drapeau d'Ocalan. « C'est comme nous faire une torture », dit un Kurde. Ils restent, car leur présence leur permet de mieux expliquer aux Turcs la répression qu'ils subissent.

Nous avons pu faire une conférence de presse, une émission de radio libre du parc et une prise de parole à la tribune le soir, après le concert de sifflets et de casserole. Au nom du PGE et des 27 partis nationaux qui le composent, je leur ai assuré notre soutien dans leur demande d'une Turquie démocratique et laïque dans l'intérêt du plus grand nombre et fait le lien avec le Forum social à Istanbul en 2011 et l'Altèrsommet. Le responsable de la jeunesse de Synaspismos parle du mouvement des indignés en Grèce et la politisation de la révolte. Le député de Syriza insiste sur la nécessaire construction d'un rapport de force politique.

Nous avons vu le lendemain mardi 11, à 7h30 du matin, monter les colonnes de chars vers la place Taksim. Alors, la phrase qu'un jeune de l'ODP nous a dite la veille au soir prend tout son sens : « Quoi qu'il arrive maintenant, même si nous devons rentrer dans nos quartiers, au travail et à la fac, le peuple sait qu'il peut traverser les ponts, il sait qu'il peut élargir les frontières des organisations existantes et donc changer le régime autoritaire du gouvernement ».